

la Gueule ouverte

20 pages
5F
sans une ligne de pub

n° 133 mercredi 24 novembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49FB - france 5F

**EDF, Saint-Gobain, ELF,
Péchiney, Creusot-Loire :**

**« votre soleil
nous intéresse »**

(entretien avec j.c. Colli)



l'eau de grenoble radioactive... le vrai communisme
la colline verte ... les femmes exclues du larousse

deux ou trois choses que je sais de l'écologie

Il y a des écologistes qui rechignent à soutenir les grévistes de La Hague sous prétexte qu'ils ne sont pas totalement contre l'énergie nucléaire.

Il y a des écologistes qui crachent sur Brice Lalonde et d'autres candidats écologiques, confondant une participation ponctuelle à telle ou telle élection avec la conversion à une stratégie électorale.

Il y a des écologistes qui désavouent les attentats contre les installations nucléaires alors même que les « terroristes » ont pris soin de ne mettre aucune vie en danger.

Il y a des écologistes qui dépensent beaucoup d'énergie à organiser des manifestations, des meetings, des réunions, ne rassemblant que les déjà convaincus.

Il y a des écologistes qui se complaisent dans les querelles de chapelle et de boutique, les excommunications et la délation systématique.

Il y a des écologistes qui se drapent dans leur certitude d'être les premiers et les seuls à avoir raison, et refusent tout dialogue, tout « compromis », toute alliance.

S'il veut éviter de devenir une secte d'anciens combattants d'une guerre qui est toujours à faire, le courant écologique politique doit au plus vite sortir de sa réserve naturelle. Ce ne sont pas les militants écologistes à eux seuls qui vont arrêter la folie nucléaire. La lutte écologique n'aboutira jamais sans le renfort, déjà souvent effectif sur le terrain, des mouvements de consommateurs, des comités de quartier, des associations familiales, des non violents, des anarchistes, des scientifiques concernés, des syndicalistes conscients, des militants des partis de gauche dégoûtés par Hernu et Marchais, etc.

Contrairement à ce que font croire les avocats de la politique du ghetto, cette souplesse tactique ne fait pas à tout coup le lit de la récupération. Le courant écologique politique ne se fera dévorer par personne s'il est en mesure de proposer un projet de société original, une stratégie politique autonome.

Mais il ne suffit pas de proclamer vertueusement qu'on est contre le nucléaire et l'Etat. L'important maintenant, c'est de décider de quelle façon on va se battre contre.

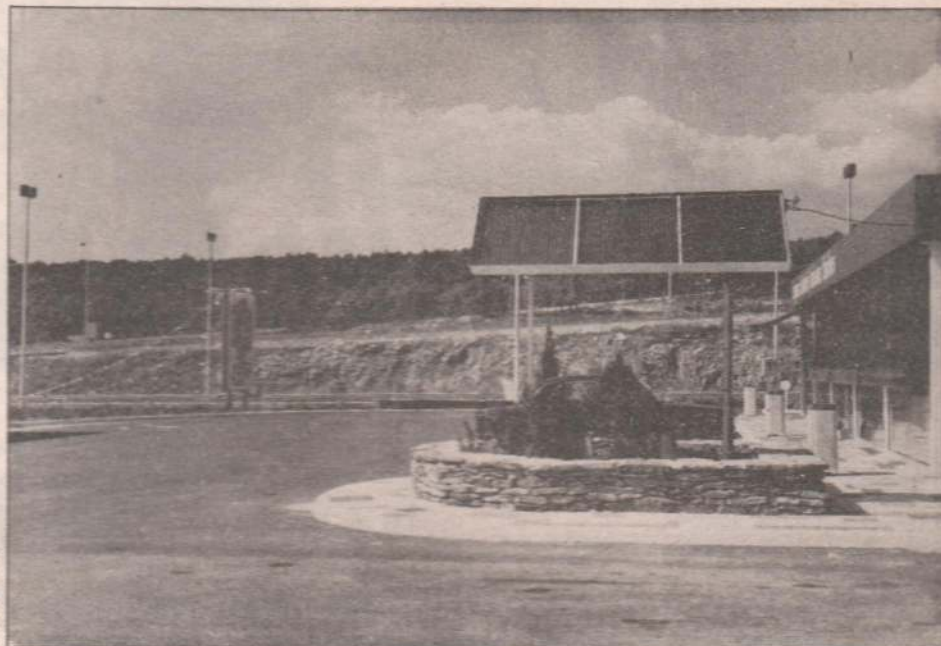
Murray Bookchin le rappelle : « Nous devons créer une société écologique - non simplement parce qu'elle est souhaitable mais parce qu'elle est tragiquement nécessaire. Il nous faut commencer à vivre si nous voulons survivre. Une telle société implique un renversement radical de toutes les tendances qui ont marqué le développement historique de la technologie capitaliste et de la société bourgeoise : la spécialisation des ressources et des hommes en des agglomérations et des entreprises industrielles gigantesques, l'étatisation et la bureaucratisation de l'existence, le divorce entre la ville et la campagne, la transformation de la nature et des êtres humains en objets. » (1)

L'écologie est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux mains des seuls militants écologistes.

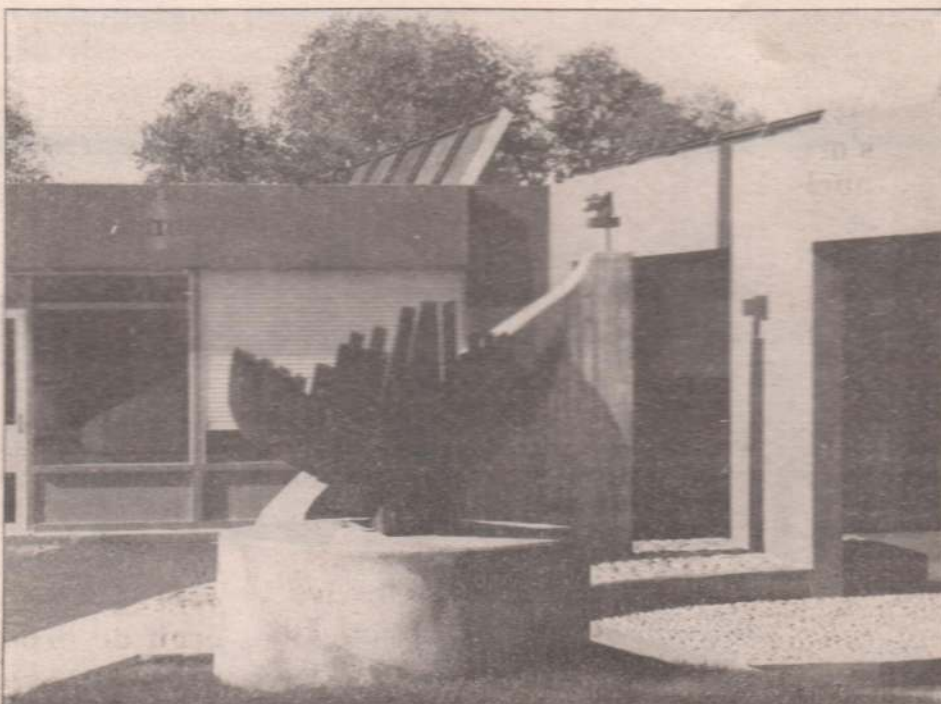
Laurent Samuel

(1) « Pour une société écologique », éditions Christian Bourgois, 18 F.

Station autoroutière ELF équipée de capteurs solaires.



doc. elf (elf)



alain amiland

L'Ecole de Carbone (Hte-Garonne) : chauffage solaire

- Jean Claude Colli, ne vous sentez vous pas un peu l'« alibi » du gouvernement Giscard d'Estaing, le Monsieur Françoise Giroud de sa politique énergétique ?

- Ce n'est pas très gentil pour nous, mais... je vais vous répondre par des faits. Lorsqu'en fin janvier 75, le Conseil Central de Planification s'est réuni à l'Elysée, il a projeté pour 85 un certain nombre de prévisions. Parmi ces prévisions il y avait une certaine consommation d'énergie globale qu'on avait extrapolée des tendances connues. On en a déduit une certaine économie d'énergie qu'on voudrait réaliser grâce à une politique volontariste très ferme (Agence pour les économies d'énergie, etc.). Au total on avait extrapolé une consommation globale d'énergie de 285 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (TEP) et on a décidé de la réduire encore de 45 millions TEP pour la ramener à 240 millions TEP (et depuis à un niveau encore inférieur). Comment réaliser cette économie ? C'est à cette occasion que le Président de la République, lui-même, a suggéré aussi le recours à des énergies nouvelles. Dès lors il lui fallait un chargé de mission, un délégué (le titre importe peu), un « Mon-

sieur Energies Nouvelles » et il se trouve que ça a été moi.

Lorsqu'on m'a nommé (avril 75) on m'a donné des objectifs assez optimistes - du moins très volontaristes. En 1985 il faut que les énergies nouvelles, c'est-à-dire le soleil et la géothermie essentiellement, fournissent entre 1 et 2 % de ce bilan global français - soit entre 3 et 5 millions TEP. Ça peut paraître dérisoire, mais il faut préciser qu'atteindre 2 % d'un bilan énergétique national en 10 ans, ce n'est pas rien ! L'énergie nucléaire dont on parle tant en était en 1946 à son enfance, là où j'en étais en 75, et il lui a fallu 28 ans pour fournir 2 % de l'énergie nationale (en 1974). Maintenant, on doit en être à 4 % et on ne parle que de ça ! Alors qu'on ne me demande pas en 10 ans, de faire mieux que ce que l'énergie nucléaire a mis 28 ans à faire.

- Comment pensez-vous promouvoir les énergies nouvelles ?

- Dans l'état actuel de la technologie et du marché, inciter les gens à avoir recours aux énergies nouvelles n'est pas simple. Dans le cas de la géothermie, seules les collectivités peuvent raisonnablement espérer affronter les coûts élevés des forages. Pour

une interview de M. Colli, le publiciste des
« énergies nouvelles »

INDUSTRIE SOLAIRE : LES ALLIGATORS OUVRENT UN Oeil

Assurer le rôle de Monsieur Energies Nouvelles dans une société qui s'oriente plutôt vers la mégalomanie nucléaire n'est certainement pas facile. Jean Claude Colli ne semble pas en souffrir. Son passé politique (réformateur et maintenant radical-socialiste), sa formation universitaire, son passage par l'Ecole Nationale d'Administration l'ont rendu apte à supporter toutes les contradictions d'une société libérale qui se dit « avancée ». J.C. Colli s'est lancé dans la promotion des Energies Nouvelles comme on se lancerait dans les poudres de lessive : avec sincérité et enthousiasme. Pas de crise de conscience chez Monsieur

Colli : la politique nucléaire du gouvernement ne l'empêche pas de dormir. Pas de remise en question de notre société, non plus, ce qui lui donne cette assurance - et ce charme - des gens bien dans leur peau.

Monsieur Colli est aussi un Monsieur Sérieux (il aime à le répéter), un Monsieur qui croit à l'avenir des Energies Nouvelles à condition qu'elles soient confiées à des gens « responsables » : Alstom, Elf, Creusot-Loire, Péchiney, St Gobain... Bricoleurs et rêveurs s'abstenir ! Le soleil et le vent commencent à faire un trop joli bruit de tiroir-caisse.

thermodynamiciens, en France nous en avons ; donnez-leur de la chaleur, ils savent quoi en faire ! Même si le rendement est faible, ce n'est pas trop grave puisque la source est gratuite et inépuisable. Le CNRS s'est donc lancé sur un projet de centrale solaire de l'ordre de 10 mégawatts. Parallèlement je désire faire réaliser des prototypes aussi vite que possible. En mars dernier j'ai lancé un appel d'idées à une quinzaine de groupes industriels français pour qu'ils me proposent des projets de centrales thermodynamiques haute température. Il va y avoir deux projets sélectionnés par un jury et ces prototypes seront construits en France pour produire de l'électricité expérimentale. D'autre part je pense beaucoup à l'exportation : si sur le territoire français on ne peut pas rivaliser, pour l'instant, avec EDF dont le réseau de distribution est formidable, par contre dans les pays où ce réseau est inexistant le solaire devient très intéressant. Les meilleurs « clients » potentiels que j'ai eu jusqu'à présent sont par exemple... l'Arabie Saoudite, la Fédération des Emirats et l'Iran. Pourquoi ? Parce que d'une part ils ont appris à connaître les problèmes de l'énergie - ils savent qu'une source unique, ça s'épuise - d'autre part ils veulent investir dans une solution de relais, et enfin parce qu'ils ont chez eux des régions désertiques, éloignées, où le Kwh classique reviendrait à plusieurs francs, à cause de la difficulté d'approvisionnement des diesels en zone isolée, des problèmes de maintenance, de la sécurité, etc. Moi j'arrive avec mes centrales solaires : celles à basse température, qui sont déjà commercialisées par Renault-Sofretes (les premières du monde) à quelques francs le kwh et bientôt les autres ; nécessitant peu d'entretien, et difficiles à saboter en série : j'ai toutes mes chances !

- C'est vrai aussi pour la France, cette question de sabotage : une bombe sur une centrale nucléaire, c'est la nuit totale pour des millions de gens.

le chauffage solaire, le surcoût entraîné décourage souvent promoteurs et particuliers (sauf les convaincus !). Par contre, en ce qui concerne la fourniture de l'eau chaude (un chauffe-eau solaire coûte 5 000 F), les choses sont différentes. Je me bats pour faire admettre à la déduction fiscale les chauffe-eau solaires dans les immeubles neufs - alors que jusqu'à présent la déduction n'est accordée que pour le remplacement d'équipements existants. Et ça ne fait pas mon affaire puisque je ne remplace rien. D'ailleurs lorsqu'un immeuble est neuf j'ai d'autant plus de chances de faire adopter mon système. Or ça fait 5 000 F par chauffe-eau. Comme de toute manière on en aurait installé un, solaire ou pas, le surcoût est de 3 000 F dont je déduis environ 1 000 F de boni fiscal. Le surcoût se réduit à 2 000 F. Alors ça, ça devient intéressant parce que les gens vont économiser entre 1/2 tonne et 1 tonne de fuel, environ 400 à 500 francs par an. En 4 ou 5 ans ils auront amorti leur surcoût. Là, je deviens crédible.

Ce n'est pas facile de changer les mentalités, d'infléchir des tendances. Il est absurde de prétendre qu'on pourrait arriver en 1985 à obtenir 7 % du bilan énergétique national par les énergies nouvelles. A moins bien sûr d'avoir recours à la force, d'interdire d'utiliser un certain nombre d'équipe-

ments, de ne plus laisser aucune liberté de choix aux gens - une véritable politique de guerre !

- Mais tant que les énergies nouvelles ne seront considérées que comme l'addition d'une série de gadgets, est-ce qu'elles ne seront pas forcément moins compétitives, donc moins attirantes ? On parle toujours du coût prohibitif des énergies nouvelles, mais prohibitif par rapport à quoi ? Les 40 milliards perdus par Concorde, ce n'est pas prohibitif ?

- Vous ne trouverez pas en moi un avocat du projet Concorde... Dans l'état actuel de l'avancement de la technologie et du rythme possible d'avancement, il n'est pas pensable d'ici 85 d'aboutir à des prix du Kwh en solaire qui soient compétitifs avec ceux qu'on peut obtenir avec les centrales à fuel ou nucléaires.

- Mais le vrai coût du Kwh nucléaire, on le connaît ?

- Rendu à l'utilisateur, c'est 20 à 30 centimes. Bien sûr, EDF vous dit que c'est 6 centimes à la sortie de la centrale. Mais ce prix ne fait pas intervenir celui de la distribution, celui du retraitement des déchets, etc. Les centrales solaires, telles qu'on peut les concevoir maintenant, ne produiront pas un Kwh à moins de 40 à 50 centimes, et encore avec un taux de disponibilité de 2 à 3 fois moindre. Si l'on décidait aujourd'hui de couvrir la France de centrales solaires (ce qui serait une erreur) on aurait une électricité plus chère, moins fiable et avec une technique dont je suis le premier à dire qu'elle est balbutiante, et immanquablement on flanquerait par terre l'économie française.

- Vos projets, en ce qui concerne l'énergie solaire ?

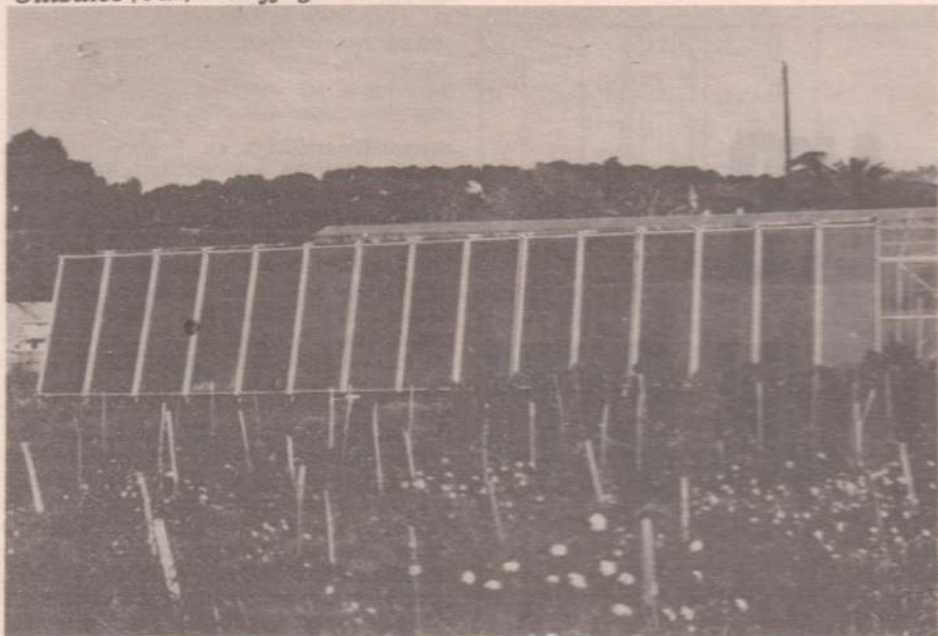
- Pour faire de l'électricité solaire, on dispose de deux moyens : les photopiles, qui sont l'avenir mais qui sont trop chères actuellement, et la thermodynamique. Dans l'immédiat je fais porter l'essentiel de nos efforts sur la thermodynamique. Car des

- Oui, c'est vrai pour tous les pays industrialisés qui sont extrêmement vulnérables, mais vrai aussi pour toutes les mégalopoles, centrales nucléaires ou pas.

- La France a eu la chance, il y a 20, 30 ans, d'avoir une avance technique considérable dans le solaire grâce à des gens comme Trombe, puis l'équipe de Font-Romeu. Or cette avance, les industriels français n'ont jamais cherché à exploiter. Est-ce parce qu'on n'avait jamais prévu que le prix du pétrole pourrait être réajusté ?

- Sans doute. J'étais de ceux d'ailleurs qui pensaient que le prix du pétrole était sous-évalué. Car lorsqu'une source d'énergie est à des prix tels qu'elle en devient dictatoriale, on se rend compte qu'il y a une quelconque chose de pourri. On a constitué une civilisation du pétrole qui est une absurdité.

Ollioules (Var) chauffage de serres



doc. solee

- Et on n'est pas en train de faire la même bêtise avec le nucléaire ?

- Je vous attendais là. On pourrait le penser. Mais je crois qu'on n'en arrivera pas là. Il n'est pas question, même dans les projets les plus extrémistes, qu'on fournisse, en nucléaire, près de 60 à 70 % du bilan national comme le pétrole l'a fait. Deuxièmement, il y a un mouvement d'opinion qui ne permet pas que le nucléaire devienne tyrannique...

- Grâce à nous !

- Sans doute en partie. Et puis il y a un élément fondamental : il y a une dimension psychanalytique de l'anti-nucléaire, et d'ailleurs de la perception de toute forme d'énergie. Par contre il y a tout un système de valeurs favorables au pétrole : le pétrole, c'est calme, c'est le « tigre » qui dort. L'électricité nucléaire a son péché originel : Hiroshima.

Et puis, le nucléaire, il n'y en aura pas pour des années : l'uranium s'épuise. Vous me direz qu'il y a les surrégénérateurs mais ça va prendre du temps. La véritable solution, ce serait la fusion mais plusieurs autorités scientifiques pensent que ça ne débouchera pas. En somme, l'avenir n'est pas scellé. Je crois sincèrement que les solutions énergétiques de l'avenir reposeront sur l'électricité de l'hydrogène. Mais cela ne sera pas forcément d'origine nucléaire.

- Est-ce qu'on ne pourrait pas comparer votre situation à celle d'un marin embarqué à bord d'un énorme navire à propulsion nucléaire et à qui on a laissé 1 m² de pont pour installer ses éoliennes et ses capteurs solaires ? On vous laisse espérer qu'un jour, peut-être, c'est vous qui prendrez le relais alors que cette démesure même vous empêchera toujours d'être compétitif ?

- On me laisse jouer dans mon coin ? Non, je ne pense pas. En termes de budget seront alloués, en 1977 en gros, 2 500 Millions de F pour la recherche et le développement nucléaires contre 300 Millions de F environ, au total, pour les énergies nouvelles. Cela fait 12 % environ, pour un secteur qui est à son début et qui n'entraîne pas d'in-

vestissements immédiats très lourds. Et je rappelle que, par rapport à 1975, année de ma nomination, ces moyens financiers auront été multipliés par quatre.

- Estimez-vous disposer de crédits suffisants ?

- Si j'avais 30 à 40 % de crédits en plus, je ne me plaindrais pas. Mais au-delà on aurait de l'argent qui ne donnerait rien de plus en termes de rythme d'avancement. Si l'on compare avec les Etats-Unis et qu'on se tienne, cette fois, à la recherche seule, on s'aperçoit qu'avec un PNB sept fois supérieur à celui de la France, ils ne consacrent que trois fois plus de crédits à l'équipe solaire, du moins d'après mes sources.

- Mais est-ce que le développement des énergies nouvelles, vous ne le prenez pas comme le développement d'une série de réalisations technologiques qui ne remettraient rien en cause ?

- Qu'est-ce qu'il vous faut ? Quand j'aurai investi 30 Millions de francs au Sahel, est-ce que je ne vais pas changer la vie des populations qui n'ont pas d'eau et qui en auront ? Avec une pompe de 1 Kw (qui coûte au contribuable français de 300 à 400 000 F) je vais irriguer 1 000 ha au Sahel : ça ne vous dit rien, ça ? C'est du sérieux, ça.

Je considère que j'ai intérêt à faire servir ma technologie, là où elle peut vraiment servir à quelque chose - dans les pays où il n'y a pas d'eau, où on crève de faim, où il n'y a pas d'électricité.

- Ce sont souvent ces mêmes pays à qui l'on vend nos centrales nucléaires. Vous me parlez de l'Iran...

- L'Iran achète des centrales nucléaires pour ses centres urbains, pas pour ses régions désertiques et déshéritées. Dans les milliers de villages des hauts plateaux il n'y aura jamais un Kwh nucléaire. Même cas pour l'Amazonie, le Mexique, les Philippines. Par contre si maintenant je m'amusaiss à vouloir fournir de l'électricité d'origine solaire en France, je me rendrais ridicule. C'est vouloir prendre le départ des 24 Heures du Mans à vélo...

- On peut toujours rêver... les 24 Heures du Mans à vélo...

- Vous, vous pouvez vous payer le luxe de rêver. Moi je n'ai pas le droit, du moins dans l'exercice de mes fonctions... En revanche, ce que je vous assure, c'est que ma bécaune en l'an 2030, elle battra les Matra et Cie.

- Que pensez-vous de ceci : « Le développement des énergies nouvelles doit aller de pair avec une éco-technologie. Il faut remplacer le gigantisme des sources d'énergie exclusives par des petites unités de production que les gens eux-mêmes seraient en mesure de comprendre et de gérer. »

- Je pourrais le signer. Je l'ai dit d'ailleurs, peut-être pas sous cette forme. C'est ce que j'appelle les énergies décentralisées.

- Autre chose : « la vraie tâche d'un délégué, est-ce que ce n'est pas de repenser non seulement en termes de technologie mais aussi d'organisation sociale, de vie locale, les solutions de rechange que nous offrent les énergies nouvelles ? » (1)

- Ça, c'est une évidence. Lorsqu'on organise la vie du Sahel, c'est ce qu'on fait. En termes de style de vie, l'introduction de l'énergie solaire dans les habitudes mentales des gens va changer leur comportement. Ils apprendront à vivre avec la nature. Ils n'auront plus du soleil une vision poétique ni Club Méditerranée, mais une vision économique.

Les mentalités vont changer, mais il faut du temps. Il ne faut pas sous-estimer la pesanteur, l'inertie de la plupart des règlements et des législations. Un exemple : en géothermie je voudrais pouvoir ne pas me limiter à l'équipement des logements récents. Or il y a des tas d'HLM dont l'équipement-chauffage a besoin d'être renouvelé. Mais les contrats sont établis pour 30 ans et je me heurte à un problème juridique. Et pour permettre à des HLM de dénoncer unilatéralement le contrat, il faut passer devant le Parlement. Le projet de loi sera déposé au printemps.

- En parlant de changement de mentalité, vous avez écrit dans votre livre « L'Inégalité par l'Argent » : « il faut éviter de « s'en remettre à » : autrefois à Dieu, aujourd'hui aux leaders détenteurs de dogmes. » Vous ne pensez pas qu'on pourrait ajouter : « et aux tout-puissants de la Science » ? Et c'est ce qui se passera dans un monde où l'électro-nucléaire aura priorité. On nous privera inévitablement de la « connaissance » scientifique bien trop complexe pour être à notre portée.

- Le savoir solaire est aussi difficile quand vous en arrivez à un certain degré de sophistication des photopiles...

- Bien sûr, si le solaire devient l'unique source d'énergie, si l'on crée une « caste » de techniciens du solaire, on n'aura rien changé en profondeur.

- C'est tout à fait ce que je pense. Lorsque je vais voir un maire ou une autorité locale je lui dis d'ailleurs : bien sûr, ce qui est intéressant, c'est les économies que vous allez réaliser, mais en même temps vous serez votre propre maître.

- Une chose me paraît inquiétante : au bas d'une brochure que la Délégation aux Energies nouvelles édite on trouve (entre autres) « avec la participation des sociétés EDF, ELF »...

- Rien d'extraordinaire : ELF a pris une participation dans la SOFEE (Société Filtration, Epuration et Environnement) et maintenant SOFEE c'est ELF. ELF a bien compris qu'il fallait pratiquer une politique de diversification. A travers SOFEE, ELF et maintenant le premier producteur de capteurs solaires. Il va d'ailleurs équiper 10 stations sur les autoroutes en capteurs solaires. On va se laver les mains avec de l'eau chauffée à l'énergie solaire ! Petite anecdote : dès que j'ai subventionné à 10 % ce projet, j'ai appelé CFP (TOTAL) et je leur ai dit : « Vous savez, ELF va équiper 10 stations en énergie solaire ». « Quoi ? ELF ? Bon d'accord, on en fait 10, nous aussi ». Quand les alligators commencent à se remuer, je suis ravi. Ça fait avancer les choses. C'est très bon pour moi. Dans un premier temps j'essaie d'attirer des monstres, aussi gros que possible pour donner de la puissance à mon entreprise. Et dès que le monstre se déchaine, j'en cherche vite deux ou trois autres : c'est la concurrence, l'économie de marché. J'en reviens à EDF. EDF s'intéresse au chauffage. Je n'ai pas à combattre ouvertement EDF : Je préfère faire d'EDF un allié et lui faire comprendre l'intérêt des énergies nouvelles. J'ajoute que EDF a tout avantage, politiquement, à ne pas laisser son image s'identifier seulement au nucléaire. EDF a compris qu'il était de son intérêt d'entreprise de ne pas être absent de ce marché. Bien sûr dans la proportion un cheval - une alouette. Mais tout évolue.

Pour ce qui est des centrales, la centrale que le CNRS met au point sera pilotée par EDF, qui y travaille très loyalement. Vous me direz que c'est pour mieux l'étouffer ? Même si EDF s'imaginait une chose pareille, elle se tromperait. Car j'ai fait appel à d'autres groupes industriels pour qu'ils prennent un « ticket » dans la production d'électricité d'origine solaire. Et le jour où Renault ou Alstom, Creusot-Loire, Babcock, Pechiney et Saint-Gobain..., tous ces monstres là auront appris à fabriquer des centrales solaires, EDF n'y pourrait rien : la production d'électricité n'est pas un monopole (seule la distribution l'est). Vous voyez que EDF participe, c'est bien parce que cela l'intéresse, réellement.

- Etre délégué aux Energies Nouvelles, ce n'est donc pas un poste « frustrant » ?

- Pas du tout. Je suis à la jonction entre le présent et l'avenir, la France et l'étranger, la recherche et l'industrie, le rêve et les réalités. Si vous saviez comme les réalités sont passionnantes...

propos recueillis par
Christiane Ellis

(1) Extrait de « Pour une société écologique », de Murray Bookchin, éd. Christian Bourgois. Coll. un anarchiste qui s'ignore.

CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

Une gueule en plastique embouti :
celle du
Hilto - Mapo - Novo - Frantel,
soi-disant rentable parce que subventionné.

Notre société (du moins là où l'Etat ne s'assoit pas sur le couvercle) est celle du changement : de la mobilité sociale et du tourisme, comme l'ancienne était celle du cul de plomb : de l'immobilité sociale et du trou dont on ne sortait pas. Mais nous allons voir comment dans ce cas particulier l'une rejoint l'autre.



soit en banlieue dans son cadre d'aérodromes et d'autoroutes, ou faisant son trou plus ou moins sailant dans la tissu de la vieille cité : ne donnons pas d'exemple pour ne vexer personne. La forme de ce contenant humain est généralement plus ou moins cubique peinte de couleurs gaies, mais depuis quelque temps la critique a engendré le cube dingue : le Corbusier embelli par Gaudi. Le principe de ce cadre pour cadres ou touristes encadrés, autour de quoi tout se bâtit, c'est le confort hygiénique : le bloc dodo d'eau pipicaca. C'est l'idée mère : le service, les rapports humains à plus forte raison, la bouffe, on s'en fout. Quant au silence, qui souvent manque, sauf dans les cinq étoiles, kékkkséksa ? Ce n'est pas un fait économique, c'est de la poésie pure. Il ne reste plus qu'à visser les parois autour du bloc sanitaire, à plastifier le tout y compris le robot qui vous accueille à l'entrée, pour faire briller l'ensemble. Certes, le spectacle de la modernité (pour ce qui est d'astiquer vos chaussures démerdez-vous, la machine est en panne) ça se paye cher, selon le nombre des étoiles cela va de 80 à 200 francs pour une piaule à deux lits par nuit ; mais pour obtenir ce prix vous avez la télé en couleurs : le spectacle du plastique dans le spectacle du plastique. La nourriture c'est moins cher, le fixe est à 50 francs au restaurant, toujours folklorique. Mais à côté il y a le grill où l'hamburger frites est à 25 francs. Mais surtout partout c'est pareil : à Hambourg, à Singapour et à Saint Flour. Partout vous trouverez les mêmes cadres avec leurs attachés cases, et le même troupeau de touristes hollandais ou japonais. La seule différence ce sont les étoiles, la hiérarchie du même : cinq, quatre, trois, deux, guidés par leur cornac, reçu par la même cravate - on la fabrique à la chaîne quelque part. Le bloc sanitaire sera seulement plus ou moins moche, réduit à l'essentiel dans les deux étoiles (la dernière économie c'est l'unique robinet qui sert de pomme douche) ; et vous aurez même plus droit au mythe de l'insonorisation. Quant au repas n'en parlons pas, pour ma part je ne m'y suis jamais risqué. Mais le Modèle est le même jusqu'en bas, jusqu'au VVF syndical où le métal en vacances trouvera la même tuyauterie qu'au Hilton, et les mêmes cellules sinistres qu'à Fleury Mérogis. Car l'espace c'est de l'or, pas du plastique.

Trêve de canular (bien que celui-ci continue partout sur terre). Un des chapitres les plus dégueulasses de la Grande Mue c'est la politique hôtelière où le fric des gens sert à édifier des hôtels qui défigurent toutes les villes et les campagnes de la terre, qui liquident tout contact avec la réalité et les hommes du coin : ceci coûtant au moins trois fois plus cher la nuit que dans un petit hôtel traditionnel. Tout le monde sauf les Affaires y perd : le paysage, les contribuables, et le client. C'est dingue mais cela tourne, car ces boîtes, si ce n'est quelques égarés qui n'ont pu se loger ailleurs, n'ont pas pour clients des individus qui choisissent mais un système : des administrations, des entreprises ou des agences qui y transitent du congressiste au touriste à la tonne. Et au train où ça va, à votre tour vous serez obligés d'y coucher et d'y bouffer ; car s'il le faut, l'Etat payera, en plus des subventions qu'il a fournies la nuit de noces du travailleur. Défendez l'auberge ou le bistrot du coin, l'hôtel du bourg, qui font partie du pays et vous aideront à le connaître. Si vous passez à M... vous y serez logé, chauffé, et mieux abreuvé et mieux nourri et divertit, pour le tiers du Mapotel compétitif. Il est tenu par une vieille femme et son fils qui échange la toque du cuisinier pour le tablier du serveur. Mais il n'y a que vingt et non cinq cents lits, et il faut aller aux chiottes au bout du couloir. Comme ce genre d'hôtel est trop coûteux et qu'il faut développer l'emploi, M. le maire rêve d'un trois étoiles de quatre cents lits où tout sera automatique.

Bernard Charbonneau

A H ! nous avons de la veine au jour d'aujourd'hui, nous voyageons. Le prolo d'autrefois rêvait d'une escapade à Pontoise, il fait maintenant le trajet deux fois par jour, l'heureux coquin ! Il fallait un an et risquer sa peau pour visiter Nouka Hiva, aujourd'hui si vous êtes le millionième client de Carrefour, où si en vous étranglant vous avez mis dix mille francs de côté, le surlendemain vous y serez dans un bungalow climatisé : car si nous désirons changer, c'est à la condition que ça ne change pas trop. De ce côté là, il n'y a rien à craindre. Le tour-iste que nous sommes rêve de faire le tour du globe, mais comme son rayon est de plus en plus petit, ce tour est vite fait. Le fil que nous avons à la patte (et nous y tenons autant qu'il nous tient parce que sans lui nous serions perdus, est de plus en plus court) solidement fixé au centre qui détermine tout. Finalement, nous ne nous en écartons guère, projetés d'aérodrome en aérodrome, et de Mapotel en Novotel. Toujours dans le même cadre pour cadres, où l'on vous sert toujours les mêmes protéines bariolées de couleurs chimiques et folkloriques qui tirent l'œil. Et comme l'uniformité spectaculairement camouflée est inséparable de la hiérarchie des classes, d'un bout à l'autre de la terre, la différence se réduit à ceci : une-deux-trois-quatre et, ô merveille ! cinq étoiles.



Le vieux schnock de service, qui n'est là que pour montrer la différence entre ce qui fut, ce qui est et sera peut-être, doit dire ce que fut pour lui le voyage qui, fait en vélo, en train, en bateau ou à pied, méritait alors son nom parce qu'il était le fait du voyageur qui l'avait inventé et payé de sa personne : et l'hôtel celui de l'hôte et du pays dont il faisait partie. Y compris les punaises dans le lit et la glace dans le broc si le pays était sale et froid comme dans la montagne. Mais au matin, sans tire-fesses ni traces de pneus, que la neige était blanche ! Je l'ai encore dans l'œil et toute vive dans le nez, mais on dira que le vieux schnock l'a inventé. Tout cela se payait plus cher et bien meilleur marché qu'au club Méditerranée. Très cher en pauvreté pour ceux qui ne sortaient pas du paysage (la nôtre est d'un autre genre), et d'un prix raisonnable en effort des muscles et d'imagination, pour les jeunes voyageurs, ce qui est une fête quand la vigueur des muscles et du désir sont

intacts. Et ce passé - qui pourrait être un futur avec un certain nombre d'améliorations en jouant le triple jeu de la nature, de la tradition et du progrès - est encore un présent qui existe ça et là. Mais désormais, plus question d'en hériter, il faudra l'inventer si l'on veut qu'il dure, et le défendre contre l'innommable.

Cela s'appelait l'auberge de village ou l'hôtel de bourgade (posada ou fonda en Espagne, gasthof en Allemagne). Alors les Ritz ou les Claridges, paradis bourgeois où sitôt que vous alliez pisser un groom se précipitait pour vous tenir la quéquette, étaient des lieux inaccessibles et mythiques : depuis l'on a fait des Mapotels pour le peuple. L'auberge, et même l'hôtel du Commerce et des Voyageurs avait une première vertu : il n'était pas cher, accessible à la famille petite bourgeoise qui pouvait y faire un séjour (calculez ce que va vous coûter des vacances à Courchevel avec les gosses). Et l'auberge était parfois si bon marché (je pense à celle d'Aragnouet tenue par une sorte de sorcière pyrénéenne à une heure de marche de la route, qui nous hébergeait pour quatorze francs par jour en 1930) qu'elle aurait pu se qualifier d'auberge de jeunesse : mais celle-là n'était pas sur le guide. Surtout l'auberge ou l'hôtel c'était le carrefour du pays, dont ils vivaient bien plus que de touristes : sa cuisine, ses mœurs, ses fêtes et ses querelles. La gueule alors, dans l'abondante pauvreté de la campagne d'avant Mansholt, c'était l'essentiel avec la cuisse, et l'on se fournissait d'abord sur place, sans avoir à se faire expliquer la qualité des produits par des organisations patentées. Quel spectacle sur la table du vestibule de l'hôtel du Commerce de X... en octobre ! Quand à la qualité des nourritures et de la cuisine, que Péchiney n'avait pas enrichies, vous pourriez toujours chercher chez Daguin à Auch la miche et la garbure que vous trouviez dans la moindre des auberges gasconnes à un prix qu'il n'était pas besoin de taxer ; Et avec la garbure vous aviez droit à la philosophie du patron en prime.

Mais l'auberge ou l'hôtel - devenu l'Industrie Hôtelière, cela doit progresser. Vers où ? Vous le savez comme moi, vous n'avez qu'à lever le nez vers le sommet du building. L'auberge ou l'hôtel de campagne est un scandale économique et moral ; le peuple a droit à l'hygiène et au confort, c'est pour cela qu'on lui bâtit des Hilton. Pensez donc à ses souffrances, il dormait sur de la laine, et non du polyéthylène, il lui fallait pisser dans un pot, où même faire dix mètres pour chier. Surtout l'hôtel était irrationnel, quand on pense à l'incroyable variété du couchage et de la cuisine. D'où la nécessité d'une politique hôtelière subventionnée par l'Etat et mise en train par des grands chaînes capitalistes, qui seules ont les moyens et la science pour le faire. Comme pour le développement de l'agriculture, la nouvelle théologie du grill et de la moquette est enseignée dans les écoles qui forment les jeunes couches, tandis qu'au nom de la rentabilité et de l'hygiène on élimine les exploitants non compétitifs. En vertu de quoi un autre hôtel sort de la terre et des dossiers du Plan. L'auteur de ces lignes l'a peu fréquenté, mais d'emblée il s'impose à la vue, que ce



La véritable réponse à la crise d'énergie c'est une autre conception de la vie

La Bretagne a subi, l'autre jeudi, une spectaculaire coupure de courant. Pour le C.R.I.N. (Comité régional d'information nucléaire) il y a deux façons d'analyser cet événement : ou bien EDF commence un chantage énorme pour justifier le nucléaire en Bretagne face à l'opposition déterminée des populations, ou bien cette pénurie d'énergie est réelle. Dans ce cas, qui reste à prouver, nos sommes face à l'absurde.



Absurde parce que le système économique actuel est incapable de nous conduire à autre chose qu'à cette alternative : d'un côté la pénurie d'énergie qui aurait pu entraîner en France, l'autre jour, des incidents du type New-York (paralyse des cités « tout électrique ») ; de l'autre côté une production d'énergie nucléaire qui, elle, va entraîner pour l'humanité des conséquences sans précédent. Après la spectaculaire explosion en URSS, révélée ces derniers jours, qui a fait des milliers d'irradiés, les travailleurs de La Hague, en grève, révèlent maintenant, qu'à notre porte, le nucléaire tue.

Face à cette double impasse qu'on nous présente comme inéluctable, nous pensons que la seule réponse à une crise réelle d'énergie c'est de changer le type de consommation (en poussant les gens à installer le chauffage électrique intégré, à s'équiper en « tout électrique », et cela en opposition avec les recommandations de l'Agence pour les économies d'énergie, l'EDF vend du courant électrique qu'elle ne possède pas encore. Et cette demande forcée du consommateur justifie entre autre pour l'EDF, la mise en place du nucléaire).

Et si l'on change le type de consommation on doit changer aussi le type de production.



o Breton passéiste o

Car c'est notre système industriel actuel qui dépense une énergie folle à produire des objets qui eux-mêmes dévalent de l'énergie et sont dans une énorme proportion inutiles à la qualité de la vie.

Ce type de société industrielle n'est pas une fatalité. On peut mettre en place un système économique qui préserve l'environnement, les ressources naturelles, élimine le gaspillage, élimine la production de choses nuisibles et superflues.

De nouveaux métiers, de nouvelles formes de travail sont à inventer, de nouvelles énergies non polluantes peuvent être utilisées dans cette société écologique qui permettra l'industrialisation « douce » dont la Bretagne a besoin. Ces énergies sont prêtes à prendre la relève du pétrole et du nucléaire.

C'est une réalité que même EDF et le gouvernement connaissent mais qui ne rentrent pas dans leur politique de profit et de pouvoir.

Les Bretons doivent être informés de la réalité de ces nouvelles perspectives et c'est à eux de choisir.

Ce n'est pas la Bretagne sous-industrialisée que est une grande consommatrice d'énergie. On veut faire porter aux Bretons le chapeau d'une politique énergétique aberrante et dresser une partie de l'opinion contre la Bretagne parce qu'elle refuse le nucléaire. C'est inacceptable.

La véritable réponse à la crise d'énergie c'est une autre conception de la vie.

le CRIN d'Erdeven



o Breton futuriste o

la c.f.d.t. n'est pas anti-nucléaire

Le CCPAH informe la population des dangers que lui fait courir l'usine de La Hague. Nous pensons être les « représentants » d'une fraction de cette population. C'est à ce titre que nous avons organisé entre autre la marche nationale sur La Hague, le 6 juin 1976, où 10 000 personnes étaient présentes pour dire non au nucléaire et aux rejets dans l'environnement.

Nous existons depuis 1971, nous avons donc pu suivre l'évolution de l'usine, et, parallèlement celle des travailleurs. Militants antinucléaires, mais aussi travailleurs militants dans les organisations syndicales nous connaissons nous semble-t-il, assez bien leurs positions respectives quant à l'énergie atomique. Nous avons des contacts étroits



avec un certain nombre de travailleurs de l'usine de retraitement. C'est pour toutes ces raisons, que nous peusions pouvoir donner une information correcte de ce qui se passe en ce moment sur le centre.

Que voyons-nous dans la presse écologique ?

Des militants écologistes prendre leurs désirs pour des réalités. Le grand jour est arrivé, les agents de La Hague sont contre l'atome, et le blocage du retraitement fait de leur lutte une lutte antinucléaire ; mieux que Malville ont dit certains.

Qu'en dit Bernard Laponche, secrétaire général du syndicat C.F.D.T. C.E.A., dans « Combat non violent » du 29 octobre 1976 :

...« Tout cela (la grève), aboutit à la position de la C.F.D.T. qui n'est pas anti-nucléaire. »...

Alors ! Pas d'ouvriérisme béat, les grévistes défendent avant tout ce qu'ils appellent « la sécurité dans

TOUT LE MONDE NE PEUT PAS ETRE SARDOU

le travail », en demandant le retour aux conditions de travail d'avant 1970.

Les camarades qui discutent avec les militants du S.N.P.E.A. C.F.D.T. ne doivent pas se bercer d'illusions. L'énorme majorité des grévistes de La Hague défendent avant tout leur bouffe et celle de leur famille. C'est leur droit et nous ne leur en voulons pas, mais c'est aussi notre droit et notre devoir de leur dire que nous ne sommes pas d'accord avec eux. Il ne faudrait pas discuter seulement avec les ouvriers les plus conscients du problème. A La Hague, l'éventail des positions est large : d'une minorité proche des antinucléaires à une majorité de pronucléaires en lutte pour sauver leur outil de travail. Parlons avec eux qui ne disent rien, ils sont la masse, et pour eux l'atome de droite, c'est leur gagne-pain, tout comme le serait l'atome de gauche.

Il reste que cette grève est importante, car si elle ne bloque pas le programme électronucléaire français, elle permet le débat, elle permet aussi la diffusion du film « Condamnés à réussir », mais ce qui reste certain, c'est que si nous devons avoir des contacts avec les agents du C.E.A., nous ne devons en aucun cas nous substituer à leurs organisations syndicales.

Nous sommes contre le nucléaire même « propre », il y a tant de raisons pour mener ce combat : type de civilisation consommation-production, société policière.



re, problème économique, prolifération des armements, pollution... Les travailleurs de La Hague le comprendront sûrement un jour.

Certains pourraient nous croire « purs et durs ». Que ceux-là sachent seulement, que si nous avons écrit ce texte, c'est parce que nous pensons dire la vérité. Nous voudrions que tout le monde redescende sur terre.

Comité contre la pollution atomique dans La Hague.
BP 156
50104 Cherbourg.

ALBERT était en train de ramasser quelques patates pas trop meurtries encore par les griffes de l'hiver, j'emploie un langage poétique pour faire plus joli, quand un pigeon voyageur lui apporta une sorte de dépliant publicitaire qui vantait les mérites d'un jeune homme soucieux de faire carrière dans la chanson.

Il interrogea les fins fonds de sa conscience surgelée par le vent du nord et décida, car il éprouvait un grand besoin d'équité, de partager ses trois kilos de patates en deux, s'empresant de lui en expédier la plus petite moitié.

Maurice fut très touché, car son correspondant s'appelait Maurice, et le prouva en lui expédiant par retour du courrier une saucisse de Strasbourg. Une grande amitié venait de naître.

Nous étions en l'an de con 1976, des refrains nauséabonds d'appel au meurtre, à la peine capitale et à la vengeance dégoulinèrent allégrement dans nos transistors, ce qui avait obligé Albert à démolir d'un coup de pied cette superbe machine à pousser des conneries que la TSF s'entêtait à vouloir devenir.

Il avait quelques mois auparavant quitté Paris, un peu effrayé par la définition que les démocrates donnaient au mot démocratie, définition qui s'obstinait sous prétexte de liberté d'expression, à ne donner la parole qu'aux salopards et aux imbéciles et à laisser s'organiser les partisans du fric, des hiérarchies et de la loi divine du mercantilisme.

Je dois vous dire, pour la bonne compréhension de ce récit, qu'Albert avait lui-même écrit une chanson qui racontait une triste histoire de condamné dans laquelle il essayait de prouver que la peine de mort n'était pas une solution digne d'un pays comme le nôtre où existait la liberté de démerde et de s'engraisser sur le dos des autres ; les programmacompteurs lui avaient gentiment expliqué que ce n'était pas une chanson à passer avant quatre heures du matin ni après quatre heures et quart car elle risquait de choquer les petits enfants, futurs chefs poujadistes. Il avait malgré cela vendu deux disques « club » à des Anglais qui les avaient pris pour du réglisse hollandais.

Albert s'était donc réfugié dans un petit village à quelques jetées de pierres de ces réalités désastreuses, assurant consciencieusement son rôle de vedette municipale. Pas une semaine ne se passait sans qu'on lui demanda de venir chanter à l'œil pour renflouer quelques caisses sonnantes le creux et les grandes intentions ; toutes les organisations susceptibles de pouvoir le rémunérer s'entêtant à ne jamais le solliciter, de peur certainement qu'il prenne très mal le fait qu'on attribua un cacheton alors qu'il volait très haut dans les sphères néoradicalistes de poète paysan que le destin avait bien voulu faire de lui.

Maurice était d'une naïveté quasiment malade, souvent le soir jusqu'à la dernière goutte de cidre Albert tentait de lui expliquer qu'il était indécent de prétendre à la poésie chantée lorsque l'on n'avait pas de diplôme de hautes études commerciales et que vouloir faire ce métier froissait l'inconscience et à la limite devenait indécent lorsqu'on avait aucun espoir d'hériter de quel-

ques dizaines de millions. Un soir Albert éclata, le foutant sans ménagement à la porte lui criant qu'avec un nom comme ça il ferait mieux de faire autre chose, ce qui fit éclater Maurice d'un rire nerveux et sasissant une bouteille de cidre bouché il lui expédia le bouchon dans le nez, au point qu'il en éprouva une grande douleur dans son esprit.



Les années passèrent, l'écologie prenait forme bien que s'entêtant à ne voir de pollution qu'en des sens bien précis ; les écologistes n'étant pourvus ni d'oreilles ni d'yeux mais simplement d'estomacs allergiques à certains colorants ; des recherches minutieuses avaient donné à nos amis, car ils ne s'en voulaient presque plus, la certitude qu'il existait une pollution des oreilles et des yeux qu'ils se promettaient de définir, quitte au besoin à veiller tard certains soirs. Ils exposèrent leur vision des choses déclenchant des rires méprisants de la part des hauts évolutionnaires, seul je l'avoue l'incohérence de leur certitude les tint à l'abri de certains ricanements. Leurs calculs venaient de leur prouver que valait mieux que vivent mille petits chanteurs sans génie qu'une dizaine de grands génies institutionnalisés pleins de boyaux talentueux, dans le sens où boyau est synonyme de chanson à tube, pardonnez-moi l'expression.

La télé montrait souvent un arbre en gros plan et c'est une concierge qui fut la première à réaliser que c'était afin de nous cacher une forêt peuplée d'arbres évidemment auxquels les chefs accrochaient des petits auteurs - compositeurs - interprètes afin qu'ils ferment leur gueule et laissent les minorités démerdées s'exprimer dans la bonne humeur.

La concierge fut exilée dans le 19^e.

Un beau printemps succéda à ce que je viens de vous raconter. La chansonnette réactionnaire poussait de chaque côté des autoroutes et l'ignominie de chaque côté des chemins creux. On avait déclaré que la révolution était faite et tout le monde le croyait, ceux qui n'en étaient pas sûrs étant exécutés aussitôt. Le blé empoisonné faisait éclater les silos phonographiques et les sardouistes avaient vu leur retraite de sécurité sociale doubler sans qu'ils n'aient eu à le réclamer.

Maurice était devenu une sorte de grand frère d'Albert, le sien s'étant perdu dans le labyrinthe de l'industrie un soir d'aspiration à un meilleur niveau de contradiction.

L'un écrivait des petites chansons et l'autre des moyennes car il était modeste. Le premier avait un oncle à la F.S.T. et l'autre un cousin qui réparait les TSF. Toutes ces coïncidences ne pouvaient que renforcer la solide amitié qui les liait déjà depuis des années. Le temps passait, Maurice travaillait toute la journée pour se payer le droit de chanter dans des lieux où le public se composait essentiellement d'indicateurs déguisés en archevêques intégristes maquillés en laïques. Pour Albert les choses allaient mieux. Il avait lui-même gravé deux disques-tables grâce à un burin qu'un mécène lui avait loué, il n'en avait gravé que deux ne disposant que de deux plateaux de table ronde. Une copine un peu sorcière venait de temps en temps les faire tourner en promenant son rire pointu sur les sillons.

Grâce à des appuis politiques, il avait acquis le droit de chanter gratuitement et de ce fait échappait aux travaux forcés douze heures sur vingt quatre, qu'il utilisait à soigner les humiliations que les plus grands humiliateurs que lui, lui avaient fait subir. Souvent, afin de ne pas faire sentir à Maurice qu'il avait réussi plus que lui, il l'invitait à lui payer à boire en faisant semblant de l'approuver lorsque celui-ci expliquait qu'ils étaient tous deux victimes d'une injustice. Albert le soupçonnait de tenir certains propos afin d'aiguiser son hyper-sensibilité et de profiter de cet état d'intense émotion pour lui emprunter cent balles, ce qu'il ne fit tout de même pas de peur d'être dénoncé au grand tisonnier.

Un jour Maurice entra dans une grande torpeur, dessinant un peu partout sur les murs des cœurs traversés de flèches et se mettant à écrire sur un carnet de feuilles de papier à cigarette des poèmes subversifs, tels qu'en écrivent les drogués, les athées, les homosexuels, les anarchosyndicalistes et certains communistes. Le grand tisonnier le fit avouer en le ligotant sur un gril et lui passa son âme tourmentée à la pointe de feu, après quoi celle-ci fut distribuée aux pigeons des cathédrales. Le succès d'Albert grandissait, Maurice était en concalescence, il n'exprimait plus que des idées pequenocratiques et masochistes et représentait intellectuellement une sorte de néant, alors que le rôle d'Albert était de représenter une sorte de gauche de droite afin que la décrostatie fonctionne magnifiquement au bénéfice des despotes. Le succès d'Albert grandissait disais-je, il avait enfin réussi à faire reprendre en cœur aux nymphes des quartiers populaires : les soldats sont des voyoux youx, youx, z'ont le cœur comme des cailloux lloux, lloux. Tous les jeunes étaient contents que la censure laisse passer de pareils propos et acquiesçaient la certitude que nous vivions bien en déocratie. La télé proposait à Albert des émissions qu'il refusait afin qu'on lui en propose de plus importantes. La radio l'interviewait. Et il disait des banalités sans se tromper dans les paroles afin de ne pas courir le risque de devenir moins commercial. Les gens hauts placés tous commerdecieux et adhérents de la MHS (minimum subversion hygiénique) le félicitaient de ne chanter que des idées déjà connues de tout le monde. Puis Maurice disparut de la NCC (nobles circuits commerciaux) et se noya dans une goutte de note banale après avoir fait plein de petits dont je vous parlerai lorsque je les aurai surpris dans leur ambiguïté héréditaire.

Moiziard

ça va ça vient

seveso : ce n'est qu'un début...

Des traces de dioxine viennent d'être trouvées dans les rues de Milan. Cette substance hautement toxique avait été dégagée le 10 juillet par l'usine Icmesa de Seveso. Elle est parvenue jusqu'à Milan par l'intermédiaire de boues apportées par des inondations. La teneur en dioxine est cinq fois inférieure au seuil officiel de sécurité.

D'autre part, une centaine de femmes de la région de Seveso, ont occupé l'hôpital de Monza, pour protester contre le refus opposé à quatre d'entre elles de pouvoir y avorter. Leurs médecins les avaient pourtant incité à ne pas faire d'enfants !...

Quant aux bovins du coin, ils ont des

troubles graves qui s'apparenteraient à la leucémie. On constate aussi plusieurs cas d'avortements naturels et de morts de veaux à la naissance.

tazieff avait raison

Haroun Tazieff avait raison. La Soufrière ne risque pas d'exploser. C'est la conclusion du comité international de volcanologues réuni la semaine dernière par le Centre national de la recherche scientifique. Fort de cette caution, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'Outre-Mer, a annoncé le retour chez eux d'ici le 1er décembre de tous les réfugiés de la Guadeloupe.

Dès la fin de la réunion internationale, Tazieff a pris l'avion pour Pointe-à-Pitre. Il doit rester trois jours sur la Soufrière pour faire le point sur la situation du volcan. (voir G.O. n°131, page 7)

idiote

Bulletin d'information dimanche matin 11 heures sur France-Inter : on vient de faire des prélèvements dans la Seine, une catastrophe, pollution intense, algues rouges, plus d'oxygène, un Ph où prolifèrent les microbes, horrible tableau. Sophie Dumoulin, présentatrice du bulletin, conclut néanmoins d'un ton joyeux : «... Tout cela n'empêchera pas les poètes de chanter encore la Seine !... » Et elle enchaîne sur le tiercé.

phénix : un arrêt qui pourrait durer longtemps

Le réacteur surgénérateur Phénix de Marcoule est arrêté pour une durée indéterminée. Le comité Malville de Grenoble est en mesure d'apporter quelques précisions à ce sujet.

Phénix est arrêté à la suite de deux pannes identiques survenues en juillet et en novembre 76 dans deux échangeurs de chaleur sodium-sodium, à l'intérieur de la cuve. Phénix est en effet refroidi par une cascade de circuits : un circuit unique de sodium primaire ; trois boucles indépendantes constituant un circuit secondaire de sodium ; un circuit eau-vapeur ; enfin un circuit d'eau prise et rejetée à l'extérieur. La première panne avait nécessité une baisse de puissance du réacteur. On peut noter aussi qu'elle avait été tue aux conseillers généraux de l'Isère qui visitaient Phénix avant leur débat sur Superphénix. La seconde panne étant survenue sur une autre boucle de sodium secondaire, elle a nécessité l'arrêt du réacteur.

EN BREF

● Quand on n'a pas la chance de savourer la farniente dorée des centres de plaisirs comme celui que prévoyait Mladen Mazuranić (voir GO, oct. 76) mais que l'on passe un mois de repos en Franche-Comté pour tenter d'oublier l'esclavage et la vie citadine et que malgré



tout, on désire emporter chez soi des souvenirs, on pioche où l'on peut. Cet été, ce furent les vaches qui en pâtèrent. Leurs cloches, dont le prix varie entre 80 et 1500 francs, disparaissent, décrochées et la courroie coupée à l'aide d'un couteau. Et tant pis si les paysans couraient après leurs bestiaux égarés, démunis de leur plaque d'identité sonore. La fois prochaine, la tête réduite d'un vieux plouc, placée sur le téléviseur, sera d'un plus grand effet. Pourquoi pas ?

● En août, mois de farniente, il y en a qui bossent cependant. Robert Galley, alors ministre de l'Équipement, a signé le projet de tracé de l'autoroute Lorraine-Bour-

gogne. Au passage, un tronçon sera l'axe au et Lang... is contour... à l'est Dijon. L'enquête d'utilité publique s'ouvrira avant janvier 77. Roule, coco, roule...

● Le 20 septembre 76, sous le titre « un peu d'air, les pollueurs ! » dans une rubrique justement nommée « le grain de sel », Marc Peyregne, directeur départemental du quotidien « Les Dépêches de Dijon », écrivait : « Chacun a sa petite opinion sur l'industrie nucléaire et le « danger » qu'elle représente. Le débat divise les Français et c'est tout naturel. Il



était donc tout à fait normal que le Comité Malville manifeste ces jours derniers à Lons pour apporter un point de vue qui mérite de toute façon attention. Mais quel dommage qu'autour de ces militants soucieux de notre bien-être, de notre santé et du respect de la nature, on reconnaisse quelques-uns de ces jeunes drogués que la police a démasqués tout récemment. La pollution est d'abord

une affaire personnelle et, en la matière, il est bon de prêcher l'exemple. Les braves



gens n'ont pas de conseils à recevoir de malades. Alors, un peu d'air, les drogués ». Marc Peyregne a le sens de la mesure, il sait distinguer la toxicité d'un gramme de haschich et d'un gramme de plutonium, mais il doit se croire journaliste au Chili, il ne l'est pas, c'est bien dommage pour lui, mais pas pour nous.

● Le dimanche 23 septembre, toujours à Lons-le-Saulnier, était inauguré en grandes pompes le Festival de la Nature, organisé par le groupe mycologique et la Fédération départementale de la protection de la nature. Les premiers visiteurs furent les RG, qui s'attardèrent au stand du Comité Malville, se saisirent des exemplaires de la G.O. et de « Superfolix », puis les recouvrirent d'un papier afin de les cacher le temps des discours. Mais la manœuvre dura bien quelques heures ensuite.

● En Californie, l'armée s'inquiète. Ses camps militaires sont envahis. Des millions d'écureuils grouillent, sabotent des barrages et effondrent les routes. L'armée se défendra au printemps. On connaît déjà les vainqueurs...

● Manuel a quarante ans. Il a un peu vécu et beaucoup souffert sous le régime de Salazar. Il a connu les prisons, les cachots à hauteur de marée. On l'a torturé, on a fait croire à sa femme qu'il était mort, on a brûlé sa maison. Un jour, il s'est barré en France, une carte de séjour dans la poche. Sitôt arrivé dans l'usine qui l'employait, il fonda un comité d'entreprise que les prolos français n'avaient pas été foutus d'exiger. Manuel poursuivait sa lutte dans le syndicalisme.

Et puis vint le 25 avril, les oeillettes rouges, les SUV, et un immense espoir. Manuel quitta alors son boulot, vendit ses meubles, fit ses valises et, des larmes de joie, retourna dans son Alentejo natal.



Aujourd'hui, en hâte, Manuel est revenu en France, des larmes de rage. Les agents de la PIDE sont relâchés, et entendent bien se venger. Dans son village, Manuel participa à la révolution agraire. Des milliers d'hectares occupés furent défrichés et cultivés. Les récoltes, excellentes, débordaient de partout. L'armée avait prêté des camions pour transporter le blé. Aujourd'hui, les terres sont distribuées à leurs anciens propriétaires et l'armée veille à l'opération. Manuel craint un nouveau Chili. Il cherche du boulot. Mais en France, les patrons n'ai-



ment pas son activité syndicale. Et Manuel est aux abois. Bon dieu de bon dieu, on pourrait pas avoir de temps en temps une petite victoire sur la connerie ? Le regard de Manuel est difficile à supporter, vous savez... C.T.



Deux hypothèses sont envisagées. Première hypothèse : il s'agit de défauts de fabrication. La réparation est alors « facile » : il faut sortir les deux échangeurs, les réparer sans doute en remplaçant le ou les tubes dessoudés par des bouchons, ce que permet le surdimensionnement des échangeurs, et les réinstaller. Il y en a pour quelques mois. Deuxième hypothèse : il s'agit de défauts de conception. Cela veut dire que les quatre échangeurs restants risquent de tomber en panne aussi. Il faut donc les sortir tous et les changer, et pour les changer, il faut en construire d'autres. Durée : un an et demi à deux ans.

Que dire d'autre ? La fameuse « avance technique française dans le domaine des surgénérateurs », c'est justement cette « conception intégrée » qui place les échangeurs sodium primaire-sodium secondaire dans la cuve même. Les avantages sautent aux yeux. Et encore : les échangeurs de Superphénix sont conçus comme ceux de Phénix...

Comité Malville
de Grenoble
1, rue Emile Zola
38000 Grenoble

AVERTISSEMENTS NUCLEAIRES D'OUTRE-MANCHE

la fusion à pleins jets

Le site du JET (Joint European Torus), installation expérimentale destinée à mettre au point la fusion thermonucléaire, n'est toujours pas choisi. Les ministres européens de la recherche scientifique, réunis à Bruxelles jeudi 18 novembre, n'ont pris aucune décision définitive. Cadarache et Ispra (Italie) sont désormais hors course. Restent en lice les sites de Culham (Royaume Uni) et Garshing (Allemagne Fédérale).

Selon un rapport de la CEE qui vient d'être rendu public, « même si les résultats du JET étaient extrêmement bons, il resterait encore au moins deux étapes complexes et coûteuses à franchir avant que l'énergie de fusion ne devienne une réalité ». C'est pas demain la veille...

tout sur l'amiante

« A la bonne heure », sur TF 1 tous les jours à 18 h, va consacrer trois émissions à l'amiante - cela au moment même où de grands placards publicitaires émanant de la Chambre syndicale de l'amiante, destinés à rassurer les consommateurs, se répandent dans les journaux.

Lundi 29 novembre : « mourir pour l'amiante ». A Clermont-Ferrand, l'usine Amisol est fermée depuis deux ans. Chez les chômeurs, c'est l'hécatombe. Asbestose et cancer ne pardonnent pas. Le professeur Bignon, spécialiste de l'amiante, expliquera comment.

Mardi 20 novembre : « les risques du métier ». Les caméras de la télé pénétreront à l'intérieur des usines Ferodo, à Condé-sur-Noireau (Calvados) et chez Eternit à Rennes. Un débat aura lieu, avec Henri Pézerat, chargé de recherches au CNRS et membre du collectif intersyndical sur la sécurité, et un représentant de la Chambre syndicale.

Mercredi 1^{er} décembre : « l'amiante au quotidien ». L'amiante dans les bâtiments (Jussieu), l'amiante dans le vin. Débat avec le professeur Bignon et des représentants du ministère de la santé et du travail. Un panorama complet de la question. Une émission à ne pas manquer.

Première, comme d'habitude, de la presse française, La Gueule Ouverte a publié les principales conclusions de la Commission royale britannique sur la pollution de l'environnement (n° 130, 3-11-76). Le texte même de son rapport « Nuclear power and the environment » - rédigé avec beaucoup de clarté, de pertinence et de modération - contient beaucoup de choses fort intéressantes lui aussi (1). En voici un résumé.

la précarité de l'approvisionnement en plutonium

« On doit remarquer que le plutonium est un élément créé par l'homme et que sa disponibilité dépend de la bonne marche des usines de retraitement. Si une telle usine devait être arrêtée pour une longue période - par exemple à cause d'un accident conduisant à une substantielle contamination -, une difficile situation de pénurie pourrait être créée, à moins de disposer d'importants stocks de plutonium pour couvrir une telle situation, ou à moins de disposer de sources alternatives d'approvisionnement. » (p.47). Plus loin, le rapport s'étend longuement sur les dangers qu'impliqueraient de vastes stocks de plutonium : cibles de choix pour des terroristes, ils devraient être gardés à grand renfort de police. On ne se sort pas du dilemme.

conséquences d'un incident dans une usine de retraitement

Le rapport montre que, dans l'état actuel des choses, les effluents rejetés par l'usine de Windscale soumettent les membres les plus exposés du public à une dose de radioactivité qui est environ 3% de la dose maximale admissible de la C.I.P.R. (500 mrem/an). Mais l'avenir est plus inquiétant. « A titre d'exemple, supposons que, dans l'avenir, il transite chaque année à travers Windscale une quantité de combustible usé correspondant à un programme nucléaire dix fois plus important qu'actuellement ; d'après les projections officielles, cela arriverait dans 15 à 20 ans. Supposons

aussi qu'après une période de refroidissement de 20 ans de ces déchets, un défaut dans leur confinement laisse échapper dans la mer la quantité correspondant à un mois d'arrivages. Nous avons calculé qu'il en résulterait un dégagement de dix millions de curies de Césium 137, correspondant à une dose de 500.000 hommes-rem et pouvant provoquer peut-être 50 morts, dues à ce seul radioisotope. » (page 641). Cet exemple illustre la nécessité d'un confinement extrêmement strict des déchets pendant de très longues périodes.

investissements industriels et tiers-monde

« On nous a souvent dit que, si le Royaume Uni et les autres pays développés utilisaient plus largement l'énergie nucléaire, cela libérerait des combustibles fossiles pour les pays du Tiers-Monde. Cette assertion a une apparence de plausibilité, mais elle ne nous a pas convaincus. La forte demande de combustibles fossiles dans les pays industrialisés continuera pendant beaucoup d'années, en bonne partie pour soutenir la croissance économique indispensable pour supporter de larges et coûteux programmes nucléaires. Nous voyons mal comment le développement nucléaire libérerait d'importantes quantités de combustibles fossiles, à moins que les nations industrielles n'aient la volonté politique de le permettre au moyen d'une vaste redistribution internationale des revenus, chose qui apparaît peu probable. De plus, la concentration des ressources sur l'expansion nucléaire peut signifier qu'un travail insuffisant sera fait sur les sources alternatives d'énergie, lesquelles pourraient fort bien être plus appropriées pour couvrir certains des besoins énergétiques des pays du Tiers Monde. Ainsi beaucoup de ces pays jouissent d'un abondant ensoleillement, qui pourrait être exploité



comme source d'énergie ; la recherche et le développement dans ce secteur auraient certainement une plus grande valeur pour les populations rurales relativement dispersées, lesquelles forment en général le secteur le plus pauvre et le plus négligé du monde sous-développé. » (p.72)

l'aspect quantitatif de la société du plutonium

« La quantité de plutonium impliquée dans le programme de l'U.I.A.E.A. (CEA britannique) augmenterait d'un peu plus de 10 tonnes en 1975 à environ 250 en l'an 2000, et peut-être à dix fois ce nombre vers 2030. Il y aurait donc d'importants mouvements de plutonium entre les différentes installations nucléaires ; il y aurait plusieurs centaines de tels transports par an vers l'an 2000, et plusieurs milliers vers 2030. La quantité de déchets à haute activité augmenterait de façon à peu près proportionnelle à la puissance installée ; mais le total cumulé de la radioactivité produite croîtrait moins vite, à cause de la rapide décroissance de certains produits de fission. Entreposés sous forme liquide, les déchets jusqu'à l'an 2000 occuperaient un volume de 6.000 m³. Nous avons expliqué que ces déchets resteraient intensément radioactifs pendant beaucoup de siècles et que, en raison de la nature dangereuse et des extrêmement longues périodes de certains de leurs constituants, en particulier le plutonium résiduel, ils ne doivent pas avoir la possibilité de s'échapper dans la biosphère en quantités significatives. » (pp. 72-73).

Le rapport donne alors les prévisions officielles américaines pour les environs de 2020 : 2000 gros réacteurs, surrégénérateurs pour la plupart, 60 centres de retraitement et de fabrication du combustible, 30.000 tonnes de plutonium produites chaque année, environ 100.000 transports de plutonium par an. « Une telle prolifération

(1) Ce rapport a été publié le 22/9/76 à Londres par Her Majesty's Stationery Office (Comnd. 6618 ; prix 2,65 livres). C'est le 6ème rapport (« Sixth Report ») de la Royal Commission on Environmental Pollution.



de réacteurs, de centres nucléaires et de transports de matériaux nucléaires à travers le monde, accroîtra certainement la probabilité des accidents et les occasions pour des groupes mal-intentionnés. » (p.73).

on n'arrête pas la radioactivité

« Réduire un type donné de rejets n'élimine pas la radioactivité, mais la change simplement en une autre forme. Ainsi, si l'on utilise des filtres supplémentaires pour réduire les rejets dans l'atmosphère, il en résultera, à l'avenant, une plus grande masse de déchets solides à moyenne activité, qu'il faudra emmagasiner ou enterrer. Les effluents liquides peuvent être traités au moyen de résines échangeuses d'ions, mais celles-ci posent alors le difficile problème de s'en débarrasser. L'enterrement de la radioactivité après versage contrôlé risque de contaminer les eaux souterraines, ou de former des aérosols si le temps est sec et venteux. Ou encore, si le site est replanté, les radio-isotopes peuvent s'incorporer dans les récoltes. » (p.100).

les accidents des surrégénérateurs

Après avoir décrit les accidents dus au sodium et les augmentations de réactivité (« excursions nucléaires »), et noté qu'un surrégénérateur contient beaucoup plus de plutonium, d'américium et de curium que tout autre réacteur, le rapport conclut : « Les conséquences de tels accidents seraient si sévères qu'on peut difficilement envisager de

construire des surrégénérateurs de type commercial sans qu'il soit établi, avec un grand degré de confiance, que les excursions nucléaires peuvent être contrôlées de façon à prévenir toute importante vaporisation du combustible. » (p.119).

le coût des sabotages

« Un important aspect des sabotages serait les dommages économiques causés par la dislocation de l'usine. Les

réacteurs nucléaires sont extrêmement chers : ils coûtent des milliards de francs. Pris comme cibles de groupes terroristes, ils feraient de gros titres. Même s'ils étaient ultérieurement réparés, le manque à produire pourrait être très important. Ainsi l'incendie des réacteurs de Browns Ferry aux USA est estimé avoir coûté une perte économique d'environ 500 millions de francs. » (pp. 122-123).

A ce propos, le numéro d'octobre 1976 du « Bulletin of Atomic Scientists » (vol. 32, N° 8) contient un article très documenté sur le « sabotage nucléaire », avec de longues listes d'attaques, de menaces, d'actes de vandalisme et de sabotage contre des installations nucléaires.

La séparation et le recyclage des actinides (2)

« Il a été proposé de séparer les déchets liquides à haute activité en deux parties : l'une ne contenant que les produits de fission, qui pourraient alors

(2) Les actinides sont les éléments chimiques dont le nombre atomique Z est au moins égal à celui de l'actinium, soit 92. Ce sont, en général, des émetteurs de radioactivité alpha et ils ont de très longues périodes radioactives (par exemple 7370 ans pour l'américium 243), ce qui oblige à un confinement valable pour des centaines de millénaires. Les périodes radioactives des produits de fission (strontium, césium, iode 131, ruthénium, etc.) ne dépassent en général pas la trentaine d'années.

RETRAITEMENT A L'ANGLAISE

Le débat sur le retraitement des déchets nucléaires rebondit en Angleterre. Le ministre de l'environnement doit décider ces jours-ci de l'extension éventuelle - doublée d'une modification - de l'usine de Windscale, dans le comté de Cumbrie. Une requête a en effet été déposée par la filiale spécialisée (BNFL) du commissariat à l'énergie atomique (UKAEA). Les autorités locales, en l'occurrence le comité de planification du « Cumbria County Council », ont donné leur accord à cette requête, mais avec des réserves. D'où le délai imparté pour trancher au ministre Peter Shore, gardien constitutionnel de l'acte sur les installations nucléaires de 1965.

Selon les autorités locales, la requête ne s'inscrit pas dans le cadre légal de la planification régionale. Le président du conseil du Comité a longuement insisté sur le fait que la Grande-Bretagne ne peut éternelle-

ment différer la mise en œuvre de ses connaissances sur la technologie du retraitement. D'autant plus que les marchés mondiaux sont enlevés par les concurrents. Mais il a aussi souligné que le choix en faveur ou non du retraitement, en faveur ou non de l'énergie nucléaire, est un choix qui relève du pays tout entier. Le conseil n'a pas spécialement compétence pour juger des arguments en présence. Ce sera donc au ministre de l'environnement de le faire, en association avec son collègue de l'énergie, M. Anthony Wedwood Benn. Ce dernier reste dans la coulisse, probablement peu soucieux de se faire traiter à nouveau en plein Parlement, comme cela lui était arrivé il y a un an, d'« éboueur de l'histoire et de partisan de la transformation de la Grande-Bretagne en poubelle »...

E.P.

source : Enerpresse

OUI, GRENOBLOIS, VOTRE EAU EST RADIOACTIVE

« Les installations du Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble et l'Institut Laue-Langevin sont à l'origine d'une pollution dans la nappe phréatique de l'Isère et la pollution radioactive est significative. » Ce ne sont pas des écologistes marginaux irresponsables qui l'affirment, mais un rapport officiel, rédigé par trois experts commis par la justice.

LE Centre d'étude nucléaires de Grenoble (C.E.N.G.), ou « le singe », est une institution un peu sacrée dans cette ville qui se veut toujours à la pointe du modernisme et de la technique. Fondé par Louis Néel, Prix Nobel des fumeurs de plutonium, le C.E.N.G. a fourni à la ville son maire, Hubert Dubedout, leader des G.A.M. (Groupes d'action municipale), adhérent récent du P.S. Il se trouve entre le Drac et l'Isère jusqu'à leur confluence, à l'extrémité nord-ouest de la ville : en plein sur la nappe d'eau souterraine de l'Isère. A ses côtés, l'I.S.N., Institut des sciences nucléaires, le C.N.R.S., et enfin l'Institut Laue-Langevin (I.L.L.), fruit de la collaboration européenne et constitué essentiellement du réacteur à haut-flux que dirige Yves Droulers, par ailleurs conseiller municipal de Grenoble.

Le 19 juillet 1974, trois ministres viennent inaugurer le réacteur. Une heure plus tard, une source d'antimoine radioactif (Sb 124) se rompt et contamine les eaux d'une piscine du réacteur. Un traitement sur résine conduit à

stocker 40 m³ d'effluents dans les cuves de l'I.L.L. Puis l'on rejette 118 mCi (millicuries) dans les égouts de l'I.L.L. en juillet, puis 308 mCi en août. Après quoi on évacue les effluents contaminés vers le C.E.N.G., qui est en principe chargé de traiter tous les déchets de l'I.L.L. Le camion est beaucoup trop petit, sa pompe et son système d'alarme hors d'état de fonctionner : 8 navettes seront nécessaires en 4 jours.

Lors du dernier transport, la citerne déborde : 50 litres d'effluents sur le sol. On découpe 30 m² de bitume, et on scotchera du plastique autour des pneus du camion pour limiter la contamination. Enfin bref, c'est maintenant au C.E.N.G. de traiter ces (presque) 40 m³ d'effluents. Manque de pot, l'évaporateur est en panne. De plus, les cuves de stockage sont pleines. Que faire ? On les vide de 40m³, pendant le week-end, le 22 juillet (c'est plus discret), dans les égouts qui mènent à l'Isère. Et puis « on » construit un mur de béton autour des cuves, qui contiennent maintenant ces quelque 90-Curies d'Antimoine radioactif, pour diminuer l'irradiation des bâtiments voisins. L'incident n'est révélé que le 26 septembre 74 par l'Association pour la sauvegarde des sites de Malville et Bugey. Et les rejets continuent. Dans les égouts, la direction du C.E.N.G. constate froidement des activités nettement supérieures à la normale, jusqu'à 14 fois la concentration maximale dite admissible (C.M.A.p.) pour ce qui est de l'activité bêta.

Ces rejets sont graves. En effet, une pollution localisée des eaux souterraines peut se propager progressivement fort loin de sa source, de façon généralement imprévisible. Selon Saas et Grauby, du C.E.A. Cadarache, « la contamination des sols et de la nappe est fonction de la qualité des eaux car celle-ci intervient pour une large part dans la

mobilité des radionuclides ». La gravité du risque est telle que le gouvernement a cru bon d'interdire par décret tout rejet, si faible soit-il, d'effluents radioactifs dans les eaux souterraines (décret n° 74-1181 du 31 décembre 74, titre 1^{er}, article-1, paru au Journal Officiel du 04.01.1975).

la capitale de l'atome de gôche

Le 4 novembre 74, intervention des écologistes en pleine délibération du conseil municipal. L'incident de l'I.L.L. est évoqué, bien sûr. Mais avec lui la situation dramatique de la nappe phréatique, la détérioration continue de la situation même en fonctionnement normal. Dubedout promet de demander un rapport sur les questions « extrêmement précises et extrêmement sérieuses » qui sont soulevées, et de l'expédier aux écologistes. Ceux-ci l'ont attendu longtemps. Ils l'attendraient encore si entre-temps ils n'avaient pas porté plainte en justice.

Cette série d'incidents est révélatrice d'un état de fait beaucoup plus grave. C'est en permanence que la nappe phréatique est contaminée. Cette pollution a deux causes essentielles. Tout d'abord, la zone de stockage des déchets radioactifs solides n'est pas protégée des intempéries, et le sol est peu étanche. Ces fûts souvent fissurés sont lessivés par les eaux de pluie qui entraînent des radioéléments dans le sous-sol puis dans la nappe phréatique. On peut lire dans le rapport annuel de surveillance du site de Grenoble pour 1974 la phrase suivante : « Les résultats obtenus dans cette zone (en aval de la zone de stockage) montrent que le niveau de radioactivité de la nappe phréatique est supérieur d'un facteur 4 à 10 à celui mesuré au point en amont et décèlent la présence de Strontium 90... » L'état du réseau d'égouts du C.E.N.G. est déplorable. De nombreuses fissures, des disjonctions, l'absence de radiers : voilà ce qu'a

PLUTONIUM OU DEMOCRATIE

Une importante nouvelle brochure vient d'être publiée par le Dr Michael Flood et Robin Grove-White (Friends of the Earth, Amis de la Terre, 9 Poland St. London W 1, Grande-Bretagne, prix : 1 livre sterling). Elle met l'accent sur les implications politiques du problème nucléaire.

Selon des sources officielles, à partir de l'an 2 000, la Grande-Bretagne pourrait être dotée d'une cinquantaine de centrales atomiques. D'après les calculs de Flood et Grove-White, cela impliquerait 1 700 transports de plus de 80 tonnes de plutonium par année à travers le pays. 12 kg environ suffisent pour fabriquer une arme thermonucléaire rudimentaire. Des quantités bien moindres suffisent pour une simple grenade à dispersion, également mortelle. La brochure des « FOE » étudie les mesures de sécurité nécessaires pour protéger ces cinquante centrales contre le sabotage, et les 1 700 transports annuels contre des détournements et le terrorisme. Parmi les mesures inévitables, le rapport préconise la surveillance serrée de quelque 20 000 ouvriers électriciens ; une force de police extra-légale et armée aux effectifs supérieurs d'au moins un tiers à ceux de la poli-

ce métropolitaine ; la surveillance et l'infiltration des associations de protection de la nature et de la qualité de la vie ; une franchise de la police pour des arrestations et des fouilles à domicile sans mandats ; l'autorisation de la torture.

Ces prédictions peuvent sembler exagérées. Mais il suffit d'envisager que l'IRA ou un quelconque groupe terroriste annonce avoir dissimulé un engin au plutonium au centre de Londres et que selon les autorités quelques kilos de matière radioactive soient effectivement manquants. L'explosion pourrait provoquer entre 2 000 et 50 000 morts. Il serait impossible de détecter un tel engin depuis la rue. Toute la zone devrait être évacuée et ratissée jusque dans ses moindres recoins.

Les atteintes aux libertés publiques ne se situent pas seulement dans un futur hypothétique. La presse aussi bien que le Parlement n'ont actuellement droit à aucune information concernant les transports de plutonium entre Windscale et Dounreay. La police privée de l'Atomic Energy Authority, forte de 400 hommes, agissant en dehors du contrôle du Parlement, est armée. Elle a le droit d'effectuer des arrestations sur simple présomption. Une économie basée sur le plutonium est incompatible avec une société de liberté.

Depuis des décennies, les démocraties ont

toléré de substantielles et permanentes entorses à la liberté, sous prétexte de secret militaire. Ce terme couvre des domaines fort éloignés des forces armées, les ouvriers travaillant dans les usines d'armements par exemple. Pourquoi ne s'accommoderait-on pas de pareilles restrictions en ce qui concerne la production d'électricité ? Le principale différence découle peut-être des conséquences d'un échec. La société jusqu'ici, a accepté et s'est même moqué des failles dans le dispositif de sécurité militaire. Il est improbable qu'elle réagisse de la même façon pour le plutonium. De plus, il n'est pas dans la nature des policiers d'user de leurs nouveaux pouvoirs avec modération : sur les 1 330 arrestations effectuées en Angleterre en janvier 1976 sous couvert de la Loi pour la prévention du terrorisme, 85-cas seulement donnèrent lieu à des poursuites.

Le plutonium fournirait à un gouvernement aux aspirations totalitaires - ou à un gouvernement faible voulant faire preuve de fermeté - un prétexte impeccable et de surcroît populaire, pour un putsch « temporaire » mais irréversible.

d'après un éditorial de John Tinker
dans le « New Scientist »
28 octobre 76

être vitrifiés, et l'autre les actinides, en particulier l'américium. Ces actinides seraient incorporés dans les éléments combustibles et fissionnés dans un sur-régénérateur en des produits de fission du type ordinaire ; on appelle ce procé-

dé l'incinération des actinides. Le problème du confinement des déchets se réduirait alors à les mettre en lieu sûr pendant quelques centaines d'années, au lieu de centaines de milliers. Il est difficile de calculer très précisé-

ment comment les éléments combustibles aux actinides se comporteraient dans le réacteur ; mais l'UKAEA nous a informés que ces éléments devraient être soumis à l'irradiation pendant environ 30 ans pour convertir 99,9 %

des actinides recyclés en produits de fission. Les éléments combustibles spéciaux aux actinides devraient être périodiquement sortis du réacteur pour être retraités, et cette opération, ainsi que la fabrication de ces éléments spéciaux, occasionneraient des risques accrus d'exposition professionnelle à l'irradiation. » (147).

le transport des combustibles irradiés

Après avoir décrit les lourds « châteaux » de transport et les tests qu'ils subissent, le rapport poursuit : « Cependant nous avons été étonnés d'apprendre que ces tests portent seulement sur des modèles ; et, comme ces châteaux voyaient sur des trains de marchandises qui roulent jusqu'à deux fois la vitesse utilisée dans les tests (donc quatre fois l'énergie cinétique), nous n'avons pas été pleinement rassurés. Il semble improbable qu'un château de combustible graphite-gaz puisse provoquer plus qu'une contamination très localisée, même s'il devait s'ouvrir en deux à la suite d'un accident nettement plus sévère que ceux pour lesquels il a été conçu. Cependant la situation pourrait être différente avec du combustible irradié de sur-régénérateur, qui produit beaucoup plus de chaleur. » (p. 160).

Traduction par les
Amis de la Terre.

révéla une inspection du réseau d'égout par caméra vidéo, réalisée par l'entreprise Terastic à la demande de la direction du C.E.N.G. De plus, ces égouts sont « dénoyés », c'est-à-dire au dessus de la nappe. La contamination peut donc se faire dans le sens égouts-nappe, ceci à la suite de pompes excessifs dans la nappe phréatique.

L'Association pour la sauvegarde des sites de Malville et Bugey envisage donc d'intenter un procès au centre d'études nucléaires pour pollution de la nappe phréatique. Las ! La nappe phréatique ne s'étend pas jusqu'à Malville, et l'étroitesse des statuts de l'association menace de l'empêcher d'accomplir à bien cette œuvre salutaire. Curieux hasard : c'est à cette époque précise que se crée l'Association pour la protection des populations et de l'environnement de la région grenobloise (APPERG, 8, route de Charreire, 38700 La Tronche). Elle dépose une plainte contre X pour pollution des eaux souterraines avec constitution de partie civile, entre les mains du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Grenoble, M. Farges.

Le M.E.R.A. (Mouvement écologique Rhône-Alpes) s'associe à la plainte. M. Farges prend l'affaire au sérieux et commet trois experts, très sérieux eux aussi. Quelques jours plus tard (on est déjà en décembre 75, quand même), l'A.P.P.E.R.G. obtient l'aide judiciaire totale, et surtout la couverture de tous ses frais.

libérez-nous du Dauphiné

Toutes ces informations paraissent en janvier 76 dans « Le Monde ». « Le Dauphiné Libéré », seul quotidien local, se surpasse alors dans la crasse et le mensonge. Il titre dans son édition locale : « Grenoblois, votre eau n'est pas polluée ». C'est encore vrai, car heureusement pour les Grenoblois leur eau vient d'ailleurs. Seuls les habitants de St-Egrève (quelques dizaines de milliers) puisent leur eau d'alimentation dans la nappe phréatique.

Enfin arrive le rapport des experts. Il montre que la situation est encore plus grave que l'A.P.P.E.R.G. ne l'imaginait. Comme la plainte, l'expertise repose plus sur l'analyse de textes internes du C.E.N.G. que sur des mesures directes. C'est assez dire, comme le souligne l'A.P.P.E.R.G. dans le mémoire récemment adressé au Juge d'Instruction, combien la responsabilité de la direction du C.E.N.G. est clairement établie.

Les experts ont montré non seulement que la nappe phréatique était contaminée par le C.E.N.G. et l'I.L.L., mais que de plus les concentrations maximales admissibles (CMAP) étaient nettement dépassées... Au niveau de la loi, guère de changements : de toutes façons, tout rejet est interdit. Mais

Le Daubé ment

Non, la nappe phréatique de Grenoble n'est pas polluée !

Grenoble. - Un journal parisien fait état ce jour d'une « plainte contre X » déposée par une association à la suite d'une pollution radioactive d'une nappe phréatique à Grenoble.

Cette information reprise par de nombreux commentateurs de radio, met à l'actualité un incident qui s'est déroulé en septembre 1974 (nous en avons déjà fait état), lors du transport d'un liquide radioactif de l'institut Laue-Langevin au Centre d'études nucléaires de Grenoble.

Si plainte il y a actuellement le parquet de Grenoble instruit l'affaire, la nappe phréatique de la région grenobloise n'est nullement radioactive.

Dauphiné Libéré,
22 janvier 76



au niveau du danger, la nuance est de taille : cette eau n'est plus potable, du moins en certains endroits : c'est ainsi qu'au piézomètre 2 on est allé jusqu'à neuf fois la CMAP en 1975.

Il est instructif de voir comment, connaissant cette situation, la direction du C.E.N.G. essayait de la cacher aux rares lecteurs du rapport annuel de surveillance du site (en principe, l'A.P.P.E.R.G. ne figurait pas sur la liste des destinataires, on s'en doute). Ainsi, dans le rapport établi pour l'année 74, on lit page 7 que l'activité en « bêta » pour le piézomètre 2 est de $0,34 \times 10^{-6}$ Ci/m³, si vous préférez 34 cent-millionièmes de curies par mètres-cubes, alors que la CMAP est de 10^{-7} Ci/m³. L'activité est donc de 3,4 CMAP.

Ce qui est très significatif, c'est que juste en dessous on peut lire les CMAP pour le Strontium 90 et l'Uranium naturel soluble, mais pas la CMAP pour l'activité bêta. « Oubli » qui permet d'écrire à la page suivante que « la nappe phréatique est légèrement contaminée, contamination dont les ordres de grandeur sont à rapprocher : 1/7 CMAP en Sr 90, 1/10 CMAP en U ». Rien, bien sûr, au sujet du dépassement de la CMAP en bêta. Bien joué, non ? Tellement bien joué que les écologistes de l'A.P.P.E.R.G. n'y avaient vu que du feu.

Les experts ont aussi montré que l'activité dans les égouts était jusqu'à quatorze fois supérieure à la normale.

L'A.P.P.E.R.G. a demandé un complément d'information, puisqu'on est en présence de deux pollutions, liées mais distinctes : pollution des eaux souterraines et pollution des eaux de surface. D'autre part, les experts ont rencontré des limites à leur étude : certains documents leur ont été refusés par la direction du C.E.N.G. Ils n'ont eu que le droit de les consulter. Ils n'ont pas réussi à faire certaines mesures (Strontium notamment) dans la nappe hors du site. Enfin, certaines portions du réseau d'égout n'ont jamais été examinées. De plus, d'après les experts, seule une étude approfondie des transferts et de la propagation de la pollution permettrait de dire si cette pollution a cessé ou non.

Il est toutefois sûr que la radioactivité de la nappe a aujourd'hui bien diminué. Il est non moins sûr que cela est dû à l'action extérieure et publique de l'association et à l'action interne de la C.F.D.T. La direction du C.E.N.G. a été contrainte à plus de prudence, dans les rejets, ainsi qu'à la réfection d'une partie des égouts.

Cro-Magnon

ça va ça vient

plus de centrale nucléaire pour Marckolsheim

A Marckolsheim (Bas-Rhin), les habitants avaient échappé à la pollution par le plomb en refusant l'installation d'une usine chimique allemande. Cette fois-ci, ils échappent à la pollution des neutrons : E.D.F. a décidé d'abandonner son projet de centrale nucléaire.

Faut dire qu'en face, de l'autre côté du Rhin, il y a Wyhl. Wyhl où un projet de centrale est farouchement contré depuis deux ans par les écologistes et les paysans allemands. Deux centrales, l'une en face de l'autre, la plupart des experts étaient d'accord là-dessus, ça pollue doublement et de façon visible : brouillard en permanence et eau trop chaude dans le Rhin. Alors, dans le cadre de la coopération franco-allemande, E.D.F. renonce à Marckolsheim, laissant les coudées plus franches à son homologue allemand pour imposer Wyhl.

Elle va s'en aller voir du côté de Sundhouse, Gerstein et Lauterbourg si les populations seront un peu plus coopératives. Le choix ne sera pas fait avant le printemps. On a donc tout l'hiver pour bien leur faire comprendre que des centrales nucléaires, on n'en veut pas plus ici que là-bas. Avec les municipales entre temps (il ne faut pas oublier que les candidats écologistes de la région avaient fait 10% aux cantonales) voilà du bon temps en perspective.

le ciel est, par dessus les toits, radioactif...

Un nuage de déchets radioactifs provenant de la dernière explosion nucléaire chinoise - il y a un peu plus d'un mois - flotte à 9 000 mètres d'altitude au-dessus des Etats-Unis. Comme il circule d'ouest en est, l'Europe va bientôt en bénéficier. Aucun problème, paraît-il, sauf s'il pleut, ce qui attirerait les particules vers la terre.



En fait, il n'y a pas de surprise. Si toutes les expériences nucléaires aériennes ont été remplacées par des souterraines, c'est bien à cause de ces nuages disgracieux au-dessus de nos têtes et qui se souciaient fort peu de frontières. Sous terre, ma foi, c'est moins choquant pour les populations

il y a quelque chose de radioactif dans le royaume du Danemark

Dans la mer du Nord, entre le Danemark et l'Ecosse, où un container de produits radioactifs, 2,40 m de long, 1,80 m de large et 1,20 m de haut, dérive gentiment au gré de la houle. D'où vient-il, où va-t-il ? Aucune réponse à ces graves questions.

catastrophe nucléaire en URSS ?

Moscou n'a ni confirmé ni démenti. Mais c'est sûr : il s'est passé quelque chose le 25 octobre dernier au nord-est de l'Estonie. Un tremblement de terre, ont dit les Russes. Là rubrique décès du journal local indiquait douze enterrements les jours suivants. Morts soudaines. Un militaire, un ingénieur, un docteur, et d'autres.

Le quotidien suédois « Expression », à l'origine de ces révélations, parle d'une quarantaine de morts. L'enquête réalisée par le journaliste Alex Milits ne peut plus guère progresser à cause du secret qui recouvre l'île d'Osmussar. La région est soigneusement gardée car elle abrite une base militaire avec sous-marins atomiques et silos de missiles nucléaires. Accident ? Sabotage ? Sûrement pas un tremblement de terre ni une expérience scientifique en tous cas.

canal à grand gabarit Rhin-Rhône

Le préfet de la région Franche-Comté, coordonnateur de l'enquête d'utilité publique, a fait savoir aux sept maires du Sundgau concernés par le passage du canal que ladite enquête était fixée du 15 novembre au 14 janvier 1977. Les communes de Valdieu-Lutran, Traubach-Le-Bas, Buethwiller, Balschwiller, Eglingen, Saint-Bernard et Elbach ne sont pas d'accord avec ce projet : pertes de terres agricoles non répar-



ties, remembrement imprécis, financement douteux, décharges immenses (il faut bien mettre quelque part la terre provenant des creusements). Bref, rien que des ennuis en perspectives pour ces municipalités. Elles diront non. Comme les écologistes.

vidanges à La Hague

En grève depuis le 16 septembre, le personnel de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires à La Hague semble vouloir accepter une « pause technique », pour une remise en état sommaire des installations sur proposition de la CFDT. Depuis le 12 novembre, des opérations de vidange ont eu lieu. Elles doivent permettre de libérer tuyauteries et cuves de leurs combustibles actifs. C'est la phase préliminaire à la remise en état des chaînes. Par contre, la CFDT refuse toujours la production du plutonium en bloquant certains postes. Cependant, les vidanges permettront de recueillir environ vingt ou trente kilos de plutonium.

Pour l'administrateur général du CEA, M. Giraud, la non exécution des ordres concernant ces vidanges, expose chaque agent du centre à des mesures disciplinaires appropriées. Des sanctions sont envisagées contre une cinquantaine de grévistes « pour refus d'obéissance ».

Le conflit de La Hague, rappelons-le, ne porte pas seulement sur la sécurité à l'intérieur du centre, mais aussi sur la privatisation d'une partie des installations par la Cogema, nouvelle filiale du CEA. A Marcoule, la grève continue depuis le 25 octobre, et à Miramas depuis le 5 novembre.

Les syndicalistes se concertent. Ils attendent beaucoup des Assises du nucléaire les 27 et 28 novembre à Cherbourg (voir détails dans « sur le terrain », pages 18-19).

Danielle

bouquins



LA CHRYSALIDE d'Aïcha Lemsine. Editions des Femmes. 277 p. 32 F

Voilà un bout de temps qu'Aïcha se livre discrètement à son penchant pour l'écriture. Pour une mère de famille algérienne honorablement connue, gratter des manuscrits, c'est pas recommandé. Ça vous donne une idée de l'avancement de la condition féminine dans un pays où, malgré la révolution socialiste, le Coran sévit encore. Sans compter qu'Aïcha est loin de correspondre à l'image de marque de la femme musulmane : blonde, mince, rigolote, alors qu'il fallait pour être lue, ni trop agressif ni surtout ennuyeux, pour parler des femmes aux autres femmes. Elle a donc extrait de dessous son matelas quelques bonnes feuilles qui racontent l'histoire de toute une famille dans un village. Une bien jolie histoire, genre fresque.

J'entends d'ici les esprits chagrins protester du simplisme de la chose. Nous qui voyons tout avec nos yeux européens, conscientisés et tout nous n'entrons pas facilement dans le jeu d'un récit qui a parfois des allures un peu triomphalistes. Les personnages, bien que non dépourvus de finesse, valent surtout par leur fonction idéologique : Khadidja,

la première femme de Si-Mokrane, vit en prisonnier une libération bientôt reprise et presque réalisée par Faïza, qui a la possibilité de gagner la ville et un diplôme de médecin et même, audace extrême, d'élever seule son enfant. Entre les deux générations, un énorme chemin parcouru. Les autres personnages s'organisent autour des deux susdites, représentant l'autre pôle de l'alternative, c'est-à-dire, le maintien à la terre et le respect de la tradition.

Ce deuxième aspect est loin d'être négatif et ce n'est pas un hasard si Faïza, à la fin du livre, revient dans son village natal. En contre-point de la vie citadine, porteuse d'immenses possibilités d'émancipation mais aussi d'illusions, la vie rurale tient une place très importante (ce sont d'ailleurs les meilleurs passages du livre) rappelant constamment la « politique des villages agricoles » : mille villages ont été reconstruits en Algérie depuis 1972, en partie grâce au volontariat de masse, afin de freiner l'exode rural et de favoriser une société décentralisée dont le village est l'unique politique, économique et sociale, explique l'auteur. Cela rejoint l'émancipation de la femme, dit Aïcha, en permettant de faire sortir les gens de leur ignorance (60% de femmes analphabètes) sans qu'ils soient obligés de quitter la terre. Le reste, comme dit Aïcha, c'est de la littérature...

Catherine Decouan



LES VOLEUSES DE LANGUE



Cet été est paru, aux Editions des Femmes, un bouquin dont le titre nous a attirées et intriguées : « Les Voleuses de Langue », par Claudine Herrmann (25 F, 175 pages). C'est la première fois, à notre connaissance, que le problème de la condition féminine est abordé sous l'angle du langage, dans un ouvrage non destiné aux spécialistes mais au grand public, et de surcroît agréable à lire. Il comporte une partie théorique et une partie d'illustration, par l'analyse de textes littéraires. Nous avons rencontré Claudine Herrmann, professeur de littérature française à l'Université de Boston (Etats-Unis), lors d'un de ses passages à Paris.

Pourquoi un livre sur le langage ?

Il m'a semblé que la femme était dès l'enfance piégée par le langage et, si la linguistique ne peut pas encore en rendre compte exactement c'est en partie parce que, comme l'a observé Roman Jakobson dans *Studies on Child Language and Aphasia* il n'y a pas eu jusqu'ici de recherches différentielles (c'est-à-dire tendant à comparer les garçons et les filles) en matière de pathologie du langage. De toutes façons de telles recherches seraient extrêmement difficiles, mais il y a quelques observations évidentes que chacun peut faire : il y a des traquenards sémantiques, certains mots chan-

gent de sens selon qu'ils sont masculins ou féminins, ainsi aventurier/aventurière ou garçon/garce et ce changement est généralement péjoratif à moins qu'il n'aboutisse à un sens entièrement différent. Je me souviens d'une chanson de mon enfance qui commençait ainsi : « Si je suis Capucin, tu seras ma capucine... » et qui était tout entière construite sur ce thème. L'évolution des mots est intéressante aussi : le mot **prude** signifiait au Moyen-Age, **sage**. Aujourd'hui un **prud'homme** est un juge mais une **femme prude** est une femme ridiculement vertueuse... Il y a aussi des mots nombreux qui

Il y a une exclusion linguistique comme il y a une exclusion culturelle.

n'ont pas de féminin : professeur, peintre, écrivain, auteur, pilote... De même, en ce qui concerne la syntaxe, le masculin l'emporte toujours et il y

aurait certainement une étude intéressante à faire de la phrase française comme reflet d'une société paternaliste, voire même monarchique...

Mais comment expliquez-vous que l'élaboration du langage ait échappé aux femmes ?

Pendant des siècles, les femmes ont été constamment à la maison. Or, où s'élabore la langue ? Dans les lieux publics, dans les assemblées, à l'armée... Je me souviens avoir observé que ce sont les mots relatifs à la maison qui ont le mieux résisté aux nouvelles influences au moment de la romanisation de la

Gaule. Le Français commençait à s'annoncer quand les femmes probablement parlaient encore le Gaulois. D'autres remarques peuvent être faites : Lévi-Strauss observe que chez les Nambikwara, les femmes « affectent une sorte de bredouillement qui évoque la prononciation enfantine... »

Donc, selon vous, il y a une spécificité féminine constamment niée par le langage ?

Disons qu'il y a une exclusion linguistique comme il y a une exclusion culturelle. Il serait intéressant de faire une analyse du langage selon qu'il est utilisé par les hommes ou par les femmes. C'est ce que j'ai essayé de faire dans « Les Voleuses de Langue » en comparant Chateaubriand et Flora Tristan. Vous remarquerez que dans les livres de femmes, les phrases sont en général beaucoup plus courtes. Cela est visible même dans Madame de Sévigné où le

point et virgule remplace souvent le point pur et simple dans une époque où la phrase longue était particulièrement à la mode. Il me semble qu'il y a dans l'écriture féminine une **résistance** à la complexité syntaxique. Les paragraphes eux-mêmes sont généralement plus courts. De plus le rythme de la phrase est lié à la respiration, or le rythme respiratoire féminin est différent.

Faut-il donc chercher à retrouver notre spécificité féminine ?

Certaines femmes entrent dans le « système viril », mais franchement, je ne trouve pas que cela leur réussisse tellement. En fait, je crois qu'on peut exercer une profession à sa façon tout comme on peut monter à cheval à sa manière. Je suis professeur mais je ne cherche pas à exercer mon métier comme un homme. La culture est accusée de viriliser les femmes ? Mais c'est uniquement parce que le seul modèle qu'on nous offre est une culture d'hommes. Les règles que nous apprenons pour maîtriser un savoir ou un métier ou même un sport ont toutes été établies par des hommes. Mais elles ne

sont pas uniques. On peut en trouver d'autres. Il faudrait que chacune essaie de voir ce qui la choque dans le système viril et essaie d'y apporter autre chose, quelque chose sans doute de plus souple et de moins systématique. L'homme aime que tout puisse entrer dans des cadres rigides : ce qu'il a fait dans le domaine de la culture, il l'a fait aussi, hélas dans celui de la nature : il détruit ce qui ne lui est pas immédiatement utile. Quand je parle de « l'homme », je parle bien entendu des valeurs traditionnellement liées à la virilité.

Ce qui paraît un peu dangereux, c'est de considérer la femme comme biologiquement différente. A partir de là on peut extrapoler : les femmes, les juifs, les nègres...

Mais c'est le raisonnement qui est faux. Ce n'est pas la différence elle-même qui est dangereuse, c'est la façon dont elle est utilisée. Dans l'esprit de beaucoup de gens, « différent » veut dire inférieur. Si cette recherche aboutit à la notion que les femmes sont

différentes, je ne peux pas la changer sous prétexte que la droite va récupérer cette idée. Ce qu'il faudrait obtenir, c'est qu'être différent ne signifie pas être incapable, mais être capable d'autre chose.

On ne peut pas vous passer, le pourra-t-on un jour, l'ensemble des réactions à l'article de Couronner (« Sermon sur la montagne », n° 130) sur les aléas des Communes Révolutionnaires Anarcho-communistes. On essaiera. Tout ce courrier, négatif ou positif, prouve une chose : la vie en collectif, communauté, commune, qu'importe le vocabulaire, vous travaille, nous travaille tous, bien que la manière de poser le problème (isolement marginal) soit la cause principale de l'échec. C'est d'ailleurs là que la presse bourgeoise cuisine ses choux gras, quand elle veut « ridiculiser » la tentative, de peur que ses brebis ne s'y égarent. En attendant mieux, voici aujourd'hui deux points de vue sur le Crac, par les intéressés eux-mêmes :

A.

RESSURECTION DU CRAC

NOUS n'écrivons pas pour assurer la défense de R. Couronner. Il peut être assez autoritaire pour le faire lui-même. Mais pour faire le point vis à vis de pratiques journalistiques et préciser notre conception pour le développement de bases collectivistes et libertaires.

La Gueule Ouverte ou comment détourner un article

Mettre des intertitres à l'article de R. Couronner c'est ne pas laisser le lecteur juger par lui-même, c'est une prise de pouvoir de journalistes parisiens(nes). Vous vous dites un journal d'écologie politique, mais vous fonctionnez dans l'idéologie dominante où le journaliste impose son point de vue, son idéologie, sa culture. Pour répondre « Au lecteur de se faire une opinion... », on est placé devant le choix facile : soit défendre l'article et devenir fasciste, soit être normalisé (fascisme quotidien) par un journaliste de la G.O.



Nous ne ferons pas de polémique quant aux encadrés, ceux-ci n'apportent pas d'éléments au débat, ils visent à le déplacer. Ces réactions affectives sont-elles le fruit d'une analyse du texte de R. Couronner ? Si non, nous demandons la publication des discussions du comité de rédaction à propos de l'article.

Le texte de R. Couronner est maintenant dénaturé dans le fond même. Il est devenu totalement incompréhensible pour le lecteur non averti. C'est la destruction volontaire d'un courant de pensée naissant ; cela empêche une éventuelle évolution du projet, figé par la condamnation schématique et sans appel.

Critiques constructives du texte de R. Couronner

Quelles que soient les raisons pour lesquelles vous avez sabordé le texte de R.C. (vos réactions apparaissant comme très passionnelles), le projet CRAC est primordial, et, à notre avis mériterait d'être discuté et probablement remanié. Répondant au besoin de quelques personnes, la brochure CRAC (avril 75) a amené la formation d'un collectif CRAC - Charentes. Cependant, notre collectif prépare son propre projet du fait de quelques désaccords avec le projet initial.

- Qu'est-ce qu'un CRAC ?

C'est une réunion de personnes, dont le nombre est assez important au départ (trente pour nous, cent pour Couronner), et qui sont résolus à réaliser une base matérielle où une vie collective-communale de recherche technique et théorique (sociologie, politique, économie, psychologie, etc.), est possible.

- Pourquoi le CRAC ?

Si notre CRAC s'inscrit dans le développement de bases collectivistes et libertaires, il ne résulte pas seulement d'une analyse critique du mouvement communautaire ; l'évolution des instruments de lutte du prolétariat depuis le siècle dernier, le développement du syndicalisme paysan, l'apparition d'autres formes de lutte spécifiques (nucléaire, écologie, etc.), le développement des sciences humaines (analyse insti-

tutionnelle, psychanalyse : Freud, Reich ...), donnent de nouvelles bases à la construction de nouvelles structures de lutte contre le capitalisme. En effet, au cours du siècle, les partis et les syndicats ont choisi de lutter sur le même terrain que le capitalisme, et d'être pour la classe bourgeoise des interlocuteurs reconnus (d'où, par ex., la marginalisation, dans la classe ouvrière, des délinquants). Le CRAC, lui, cherche à combattre le capitalisme avec d'autres armes que les siennes.

- Comment l'organiser ?

Le point de départ, c'est une base agricole à production très diversifiée, avec un degré d'économie énergétique assez élevé : ceci pour être indépendant au maximum des fluctuations économiques extérieures. (L'autarcie n'est pas souhaitable pour de nombreuses raisons très importantes). Dans un premier temps, cette production permettra aux premiers participants de subsister, c'est à dire : nourrir ceux qui travaillent dans la base agricole ; nourrir ceux qui bossent à l'extérieur pour accumuler du fric (c'est bien beau de dédaigner le fric, les purs-et-durs de la G.O. peuvent peut-être se le permettre, nous pas : on en a besoin).

Dans un deuxième temps : Dès que la production sera suffisante, le CRAC pourra s'implanter en ville, par ex. par l'intermédiaire d'un restaurant populaire avec des prix très compétitifs et une bouffe de qualité.

Quels bénéfices comptons-nous en retirer ?

1) La vie en collectivité, en commune, dans un espace proche (selon les possibilités d'implantation et selon nos besoins), permettant une évolution progressive et rapide des gens, mûrissement des idées meilleur, et une pratique révolutionnaire mieux réfléchi et mieux réalisée.

2) Une expérimentation journalière de nouvelles formes de relation, d'organisation.

3) Il ne s'agit pas de se marginaliser (l'autarcie), mais au contraire de vivre différemment en étant accepté dans le milieu (ville ou campagne) : l'intégration ne sera jamais totale, ce serait se conformer au modèle existant et tomber dans le réformisme.

4) Aussi bien en ville qu'en campagne, s'intégrer en y participant aux luttes locales, car elles nous concernent tout autant que les autres travailleurs par rapport aux systèmes et pouvoirs en place.

- Quant aux problèmes de la sélection au départ dans le recrutement et de la formation publique : ce sont là des conditions « sine qua non », car il faut bien réaliser que le but du CRAC, et des CRACS fédérés, c'est la révolution sociale communiste-libertaire. Oui, des grands mots, et le texte de RC n'est-il pas assez clair à ce sujet ? Il ne s'agit pas - comme votre interprétation aimerait le faire croire - de canaliser les énergies et les révoltes par une psychanalyse mégalomane (comme AA), ou par une fanatisation de la pensée individuelle ou collective (de type religieux, spartaque allemand : communauté de Longo-mal ou autres...), ce qui serait la porte ouverte aux déviations les plus dangereuses à plus ou moins brève échéance.

Ces grands mots veulent dire au contraire qu'il faut à tout prix ne pas fonctionner par leaderisme, mélodramatisme, ou par répression par quelque moyen que ce soit, à l'intérieur du CRAC. En fait, ces rapports



ne peuvent être réalisés que par des gens ayant dépassé leurs problèmes, en général d'origine psychique, par rapport à l'autorité, l'énergie, le suivisme, le phalocratie ; en les analysant et en luttant contre le phénomène qui peuvent les amener, dans la recherche d'une égalité maximale tout en étant affinitaire. Il y a donc nécessité d'une petite auto-psychanalyse de l'individu, qui doit avoir fait le tour de lui-même et d'un certain nombre de situations, et aussi tiré les conclusions pratiques ; on ne parle pas de théorie, on parle de pratiques de fond et quotidiennes. Recruter des intellectuels de gauche petits bourgeois ou des retours à la terre passionnés peut facilement démolir un CRAC en empêchant le fonctionnement interne. Comme le font les névrosés qui ne le savent pas et ne le savent pas et ne l'assument pas - par ex. : le cas des individus ou des couples caractérisés par un besoin permanent de destruction et qui se sont construits un système idéalisé se suffisant à lui-même (Reich) : D'où le danger de comportements invivables et d'arbitraire, avec des discussions à n'en plus finir, une pratique dans le travail et au niveau affectif désolidarisée, en fait beaucoup d'énergie perdue pour des causes « humanitaristes ». D'autre part, la sélection naturelle jouera bien sûr, car c'est un phénomène de groupe classique.

Mais il faut aussi qu'à cause des buts politiques du projet, pour une société révolutionnaire, les individus du CRAC aient au départ une formation politique multiple et suffisante pour assumer les démarches politiques inhérentes à l'influence des CRACS, ou celles (les influences) auxquelles ils seront soumis. Il s'agit ici d'éviter la récupération par le pouvoir en place, avec des gens vigilants et conscients des diverses déviations possibles du projet. Autre moyen d'éviter des déviations élitistes à l'intérieur des CRACS et de leur fédération : le fait que ses participants produisent, et aussi défendent leur outil de travail. C'est un tout, pas facile à démolir s'il n'est pas isolé. D'où l'importance de l'intégration dans les luttes existantes.

Cette formation doit être très complète et soutenue par la pratique quotidienne déjà

COMMUNISME

expliquée, ce qui différencie le projet des groupuscules existants. D'elle, dépend la valeur et la viabilité du projet, lequel ne doit pas être livré à des mythes ou des idéalisages hasardeux. Nous approfondirons notre conception du CRAC dans une brochure à paraître en janvier 77.

collectif CRAC Charentes
BP. 68. 17005 La Rochelle-Cedex

AUTOPSIE DU CRAC

Le point de départ du CRAC (Commune révolutionnaire anarchiste-communiste) s'est situé dans une brochure réalisée par Raymond Couronner avec l'aide matérielle d'Huguette D. Un article intitulé « Recréons les Communes » publié par la suite dans « La Gueule ouverte », rendu public en la vulgarisant la brochure originale.

Le projet sous-tendu s'adressait par priorité : 1) Aux marginaux qui pouvaient alors s'accrocher à quelque chose et s'en donner les moyens ; 2) Aux militants qui ont pris conscience que leur action révolutionnaire ou réformiste était inefficace.

Se donner les moyens, dans le cadre du projet CRAC, consistait à réunir une centaine de personnes sur une base économique. Ce qui permettait de dépasser la simple survie matérielle en produisant en dehors du système économique dominant ainsi que d'impulser une activité révolutionnaire permettant de détruire le capitalisme pour aboutir au communisme. L'autonomie n'était envisagée que dans le cadre d'une commune rurale située autant que possible dans le centre de la France afin de parvenir au moins à une autarcie alimentaire. Pour arriver au grand CRAC, il était prévu une période transitoire de trois ans pendant laquelle les gens se réuniraient dans des collectifs urbains préparatoires composés d'une dizaine de personnes chacun avec en vue trois objectifs principaux : 1) Accumulation primitive d'un capital (2 à 3 millions) ; 2) Apprentissage des techniques et métiers nécessaires ; 3) Auto-connaissance et transformation des psychismes des individus des collectifs (se dégager des schémas et structures idéologiques, se débloquent sur le plan relationnel et sexuel). Une dizaine de personnes se réunirent sur les bases de cet ambitieux projet et un collectif se créa à Vitry avec un local approprié (chambres, ateliers et jardin). La date de démarrage de ce collectif est le mois de janvier 1976.

Il reste à tirer le bilan de la pratique de ce collectif sur ces trois principaux objectifs : accumulation du capital, formation technique et relations inter-personnelles. L'accumulation a été considérée comme l'activité principale du collectif. Pour aboutir à cette somme énorme (3 millions), il n'était envisagé que de sacrifier le temps présent en englobant les personnes du collectif dans le sur-travail. L'accumulation n'a pu être menée à bien et ce pour plusieurs raisons :

- les personnes qui composaient le collectif étaient assez jeunes et n'avaient pas de compétences professionnelles particulières rentables du point de vue salariat.

- la prise de conscience révolutionnaire avait comme fondement principal le rejet de l'aliénation par le travail salarié. L'aspect sacrificiel de la démarche pour l'accumulation apparaissait d'autant plus que celui qui insistait le plus pour que les autres

se salariaient le refusait pour lui-même. Cette attitude d'auto-préclamation d'appartenance à l'élite, ajoutée aux autres problèmes internes du collectif, faisait que les salariés abandonnaient par lassitude leur boulot très rapidement sans même bénéficier de l'allocation chômage. D'où le paradoxe : en sacrifiant le présent sous prétexte de construire l'avenir (accumulation), la réalité est que le collectif de Vitry n'a jamais pu dépasser le stade de la survie au jour le jour car les faibles ressources financières étaient dépensées dans le mois pour aménager la maison. On arrivait à la situation où il y avait deux salariés et une dizaine de personnes inactives. Conclusion : la caisse était toujours vide à la fin du mois.

- malgré le fait évident qu'il est impossible d'accumuler un capital aussi important à partir de salaires la plupart au SMIC, rien n'a valablement été tenté dans d'autres directions. L'artisanat n'a pas été développé. Quelques coffres de style marocains ont été fabriqués, puis emportés par ceux qui les avaient faits lorsqu'ils sont partis. Un peu de crochet, mais assez pour prétendre à une rentabilité. Les seules activités valables ont été des travaux au noir (chantiers de peinture, déménagements, paysagisme) mais à peine suffisantes pour survivre.

En dernière analyse l'accumulation du capital avec son sur-travail n'a été qu'une mystique de sacrifice coupée de toute réalité car comment envisager un résultat financier valable sans forces de travail compétentes (et donc se vendant cher), sans motivations individuelles réelles, sans compromissions graves et contre-révolutionnaires dans le processus de production de plus-values. L'apprentissage des techniques n'a pas donné de meilleurs résultats en raison du manque de personnes qualifiées. Disons que certaines personnes ont appris à faire du mortier, à monter un mur. D'autre part, en raison de la misère matérielle, il manquait des crédits pour acheter un outillage conséquent qui aurait permis aux plus débrouillards de se lancer (machine à bois, par exemple). Comme Vitry s'est donné des prétentions agricoles en raison de la préparation au grand CRAC, certains d'entre nous ont appris à bêcher, semer, s'occuper des poules et des lapins et cela malgré l'attitude pénible de celui qui avait pris en charge la partie agricole et qui ne permettait à personne d'agir autrement que selon ses conceptions personnelles particulièrement rigides.

mégalo manie

Toutefois les principales raisons de l'échec du collectif CRAC de Vitry ont comme bases les mauvaises relations de personnes.

Bien que la pratique de couple ait été refusée théoriquement, l'énergie et le temps du début du collectif a été gaspillée par les querelles entre deux couples qui ne pouvaient pas s'entendre et dont l'un était un couple fermé à conception bourgeoise. Un troisième couple faisait la balance entre les deux. Tout cela éclatait en psychodrames violents entrecoupés de magouilles de chacun des couples pour diviser le reste du collectif qui manquait de toute façon de transparence dans ses rapports internes.

Les deux couples se sont retirés du collectif ainsi que des individus qui, soit n'étaient pas manifestement motivés et de ce fait n'avaient rien à y faire, soit qui ne pouvaient supporter l'ambiance du collectif et estimaient pouvoir s'occuper plus valablement ailleurs.

Mais la principale raison de l'échec du collectif CRAC de Vitry a été le leaderisme de

Raymond Couronner qui, en qualité de fondateur du projet CRAC, voulait en garder le contrôle absolu.

Ce qui se traduisait par :

- Destruction des autres couples et non-remise en cause de celui qu'il formait avec Huguette. Auto-exaltation de sa personnalité et rabaissement systématique des autres. Sa mégalo manie faisait qu'il étendait sa compétence professionnelle partielle et spécialisée à toutes les activités techniques, ce qui était manifestement faux. De plus sa force de travail n'avait rien de surhumain.

- Rejet de toute initiative autre que la sienne, de tout travail fait différemment de ce qu'il imagine. Cette fâcheuse tournure d'esprit le conduisait parfois à détruire une réalisation d'une autre personne en la qualifiant de mauvaise alors qu'elle était tout simplement faite selon d'autres normes que les siennes. Il n'avait, le moins qu'on puisse dire, aucune rôle pédagogique au sein du collectif malgré une compétence agricole certaine. Le jardin était devenu un véritable repoussoir où seul il sévissait en râlant amèrement d'être le seul à s'en occuper. Sans le moindre respect élémentaire de la personne, il critiquait le moindre défaut de chaque individu et ne voulait voir ni entendre parler des siens qui n'avaient rien de mineurs puisqu'ils paralysaient la vie du collectif.

- Refus de collectiviser le projet CRAC et à plus forte raison de le modifier. Il était le créateur du CRAC, c'était donc son projet, il était celui qui avait le jardin, c'était donc son jardin. Partant de cela il estimait avoir tous les droits de décision, toute critique lui était intolérable puisqu'elle touchait à travers le sujet critiqué sa personne même. Il ne concevait les autres personnes que dans un rapport de suivisme. L'accusation de leaderisme ne troublait aucunement ce prétendu communiste libertaire, bien au contraire il estimait qu'on ne faisait que lui reprocher de ne pas être un leader parfait. Il a fallu trois mois pour qu'il consente à apporter à Vitry le fichier des contacts, de ses contacts. Et sentant la critique se renforcer dans les derniers temps il avait repris entièrement le fichier et les contacts. Tout cela arrivait à passer en raison d'une certaine culture politique et d'une facilité d'élocution. Comme ses interlocuteurs n'avaient pas ses facilités ils ne pouvaient que partir ou se soumettre. Son Führerprinzip les poussait même à la culpabilisation.

Cet élitisme a été la règle pendant les cinq premiers mois, puis Raymond a tiré la conclusion qu'il fallait appliquer une sélection rigoureuse aux nouveaux arrivants qui devaient posséder les caractéristiques suivantes :

- être révolté (il ne parlait pas d'être révolutionnaire),

- avoir des connaissances et des compétences professionnelles,

- être débarrassé de cuirasses caractérielles,

- avoir rompu avec sa famille.

Cette prise de position a entraîné chez les autres la conviction qu'ils n'étaient pas à la hauteur et qu'il fallait trouver les égaux de Raymond pour les remplacer. Cette conviction s'appuyait sur la théorie des locomotives, théorie chère à Raymond qui la répétait à qui voulait l'entendre, même si on lui reprochait d'être anti-libertaire avec sa distinction entre personnes prenant des initiatives et d'autres non autonomes qui ne font que suivre. Le remède consistait donc à former un noyau de locomotives capables d'entraîner le collectif, tandis que Raymond cherchait en fait des sous-chefs.

Résultat : la fuite généralisée de tous ceux qui, soit étaient bloqués par Raymond, soit se sentaient inférieurs au projet au point de ne plus continuer à y participer. Le collectif de Vitry allait très bientôt se résumer à deux personnes : Raymond et sa bâilleuse de fonds Huguette, qui s'était fort bien débrouillée pour être la propriétaire officielle de tous les biens de la collectivité.

à bas les sigles

Mais c'était sans compter sur le dernier carré, dynamisé par un ancien combattant de l'ultra-gauche soixantehuitarde que n'impressionnait pas du tout le discours de Raymond. Les moutons devinrent enragés et exclurent Raymond et Huguette du collectif de Vitry selon les règles de la démocratie libertaire des conseils. Exclusion qui ne se fit pas sans mal, les exclus nous menaçant encore de nous virer manu militari par les flics de la bourgeoisie ou par les bons soins de nervis qu'ils espèrent recruter. Cette exclusion nous a amené à remettre en cause le projet CRAC en lui-même. Est-il raisonnable d'envisager la création d'un îlot de socialisme dans un océan de capitalisme ? Est-il pensable que la bourgeoisie tolérerait une Commune Révolutionnaire ? même si celle-ci se situe en Lozère et non à Paris ? N'avions-nous pas été manipulés par une idéologie pseudo-révolutionnaire pour, en définitive, nous retrouver en communauté méricaine comme nous en connaissons tant avec sa misère intellectuelle et matérielle, son leader, ses psychodrames, sa coupure avec les réalités, etc. ?

Nous dénonçons notre appartenance au sigle CRAC et nous mettons en garde les personnes pouvant se faire piéger par les beaux discours de son fondateur. Il est inutile de s'embarquer sur une galère qui a déjà coulé. Le sigle CRAC, nous le laissons donc à son propriétaire puisqu'il s'agit bien là d'une appropriation privative. Nous nous sommes réunis en séminaire pendant trois jours pour faire le point et définir notre orientation politique, stratégique et tactique. Nous n'avons pas voulu recréer une nouvelle idéologie pour continuer les mêmes erreurs. Nous réaffirmons notre appartenance au communisme libertaire et à la classe des prolétaires vis à vis desquels notre démarche révolutionnaire peut à la rigueur se situer en marge mais en aucun cas en dehors. Notre moyen principal consiste en la création d'une, deux, de nombreuses dynamiques de collectifs qui ne pactisent en aucun cas avec la séparation achevée de la société spectaculaire marchande. Nous nous efforcerons, par des méthodes qui ne seront jamais incompatibles avec notre projet révolutionnaire, de nous donner les moyens matériels à l'enrichissement permanent de nos forces révolutionnaires.

Nous reviendrons dans d'autres articles sur tout ce que nous prétendons faire, tant sur le plan de l'action révolutionnaire que sur les méthodes d'améliorer notre survie.

COCOLI
(Commune Communiste Libertaire)
44, boulevard de Stalingrad
94400 VITRY

Daniel
Le Loir
Socrate
La Parenthèse
Cochise
Loulou
Etienne-la-caféine

NDLR : les inter-titres sont de la rédaction

LE SOLEIL, MOTEUR UNIVERSEL

évolution dans le temps de la

La photosynthèse, c'est-à-dire la transformation par les plantes d'éléments inertes (eau, sels minéraux...) en matière vivante grâce à la possibilité qu'elles ont de capter directement et d'utiliser l'énergie fournie par le soleil, est la transformation énergétique de base du système vivant. Sans elle, aucune vie ne serait possible à la surface du globe.

C'EST cette photosynthèse qui est la transformation énergétique fondamentale utilisée par l'agriculture. Même là où les opérations agricoles diverses (interventions des machines, transports, etc.) consomment de grandes quantités d'énergie fossile, la photosynthèse demeure prépondérante. A l'heure actuelle, une culture céréalière « piégerait » 20 à 30 fois plus d'énergie sous forme solaire qu'elle n'en exige sous la forme d'intervention mécanique.

A ce sujet, il convient de détruire une croyance assez répandue dans les sociétés industrielles selon laquelle l'agriculture ne serait pas « efficace » face à l'industrie. Il faut préciser de quelle efficacité on veut parler. Si on se situe sur le plan énergétique, l'agriculture est de très loin l'activité humaine la plus efficace puisqu'elle fabrique des calories alimentaires utilisables en grande partie à partir d'une énergie extérieure gratuite : le soleil. A ce titre, elle est la seule activité de l'homme véritablement productrice, au sens exact de ce mot. L'industrie moderne actuelle, elle, ne produit absolument rien, elle ne peut que transformer (avec des pertes à chaque étape) certaines énergies (charbon...) en d'autres plus pratiques (électricité...), ou

certaines matières premières (fer...) en objets (machines...) en utilisant de l'énergie fossile non renouvelable. Sur le plan énergétique, l'agriculture apparaît ainsi comme essentiellement créatrice et l'industrie comme essentiellement destructrice. Nous avons vu l'autre semaine (G.O. 131, p. 16) que l'agriculture tend à utiliser les méthodes et les techniques de l'industrie, plus son rendement énergétique diminue. Il peut même devenir fortement négatif dans des cas extrêmes.

Après l'énergie solaire, l'agriculture présente un deuxième groupe de besoins énergétiques : ceux qui sont liés à la mise en place et à l'entretien des cultures ainsi qu'à la récolte et la conservation des produits, la préparation des sols, etc. Cette série de besoins énergétiques varie dans de très grandes proportions selon le système agro-alimentaire considéré. Plus le type d'agriculture pratiqué est « évolué », plus les rendements en produits récoltés deviennent élevés, plus les quantités d'énergie fossile non renouvelable mises en jeu sont grandes, plus le rendement énergétique baisse.

L'agriculture apparaît ainsi comme un remarquable transformateur d'énergie solaire (obligatoire) et d'énergie fossile (facultative) en énergie utilisable sous forme d'aliments. Elle reste en moyenne l'activité humaine la plus efficace et la moins gaspilleuse sur le plan énergétique, donc incontestablement la plus utile et la plus indispensable.

Evolution des besoins énergétiques pour l'exécution des travaux agricoles

La nature et la quantité des énergies primaires utilisées pour les travaux agricoles ont considérablement évolué au cours du temps. On peut distinguer quatre stades dans cette évolution :

- **Le stade des outils manuels** : à ce stade, il n'y a pratiquement pas de consommation d'énergie fossile. L'énergie musculaire de l'homme est produite par le soleil par l'intermédiaire de la nourriture. La fabrication des outils (bois, métal...) se fait grâce à la chaleur fournie par le bois, matériau qui résulte directement de la mise en œuvre de l'énergie solaire.

- **Le stade des outils manœuvrés par les animaux** : cette période a été très longue et dure encore à l'heure actuelle dans les pays pauvres (et même dans quelques régions des pays industriels). Dans sa phase première, elle se rapproche beaucoup de l'agriculture primitive : animaux à demi-sauvages et peu adaptés à la traction, attelés à des outils rudimentaires. Dans sa phase terminale, elle est proche de l'agriculture industrielle mécanisée : animaux puissants et sélectionnés attelés à des machines lourdes et compliquées possédant des mécanismes en mouvement : moissonneuses-lieuses, semoirs, faucheuses, faneuses, batteuses, etc.

- **Le stade du moteur** : il consiste en l'utilisation de moteurs « manimés » actionnant des matériels de traction particulièrement puissants ou des machines lourdes et complexes, automotrices ou non.

- **Le stade de l'agriculture de type industriel** : elle correspond bien entendu à la mise en œuvre des moteurs et des machines, mais également d'un ensemble de techniques agricoles dites « de pointe » : utilisation intensive de fertilisants chimiques, élevages en claustration, sélection poussée des variétés végétales et des races animales, etc.

Au fur et à mesure de cette évolution générale, les quantités d'énergie primaire consommée ont augmenté, en particulier au cours des deux derniers stades. La nature de ces énergies s'est également modifiée.

suite des commentaires sur la réunion du 30 octobre, prochain rendez-vous le 3 décembre

NON A LA PEUR



Photo Rose Dentin/La Gueule Ouverte

MEETING non-violent. J'y cours, et pas seulement parce qu'il est organisé par la G.O. Depuis quelque temps, comme vous l'avez constaté, je n'écris plus que sur la sécurité. En me persuadant chaque jour un peu plus que la non-violence est à la base de toute pratique écologique révolutionnaire. Mais d'approfondir ça tout seul dans mon coin, ça me donne des complexes. J'ai appris la non-violence chez Gandhi. Beaucoup d'eau a passé sous les ponts, depuis, et qu'est-ce qu'elle est devenue, la non-violence militante ?

Je suis donc là pour me recycler. Pour voir, surtout, si je n'ai pas commis trop de sottises sur le sujet. Un peu coupable, mais aussi : car je devrais émarger depuis longtemps à un au moins des mouvements non-violents présents. Mais leur nombre même intimide. En quoi est-ce qu'ils peuvent différer ? Sont-ce des chapelles, mes frères, ou l'annonce d'un grand mouvement populaire ? Avez-vous retrouvé la veine d'une non-violence en prise directe avec la décolonisation... ?

Toujours Gandhi... Mais après tout, oui : Gandhi. Est-ce qu'il ne s'agit pas, pour nous aussi, d'expulser un corps étranger ? Est-ce qu'il ne s'agit pas de notre propre colonisation ?

Hélas, cette colonisation, qui la ressent aujourd'hui vraiment comme telle ? Lorient, un moment, s'en approche : il parle de repenser la production et la consommation. Un de mes dadas favoris. A part ça : « Nous voulons vivre », dit Françoise, comme si c'était un critère ! Dassault aussi, il veut « vivre ». C'est n'importe quoi, vivre, et si les colonisés que nous sommes en sont là, n'est-ce pas justement parce que tout ce qu'on leur donne à produire et consommer leur promet de mieux vivre ?

Si c'était par là qu'on commençait, pourtant ? Je ne vais pas désavouer les marches sur Verdun, le Larzac, Naussac ou Malville, rassurez-vous ! Dame, on ne décroche pas comme ça ses médailles d'ancien-nouveau combattant... ! Mais c'est se faire chaque fois prendre au piège des événements et intervenir trop tard. Si on essayait plutôt de remonter la filière, si on apprenait à reconnaître la violence dans les petites choses pas spectaculaires du tout : dans ce mieux-être qui nous est sans cesse promis, les signes de standing, de bonne éducation, de culture, dans les hiérarchies où il nous faut parfois grimper pour simplement survivre ? Si nous nous persuadions enfin que les flics et les adjudants ne sont que des bouchons pour clore une pleine bonbonne d'aliénations ? Alors, sans doute, la non-violence deviendrait vraiment révolutionnaire. Prendrait un aspect franchement positif : celui de la contre-violence.

« Contre-violence » : le mot est de Françoise.

se. A retenir. Car contre-violence n'exclut pas les techniques de la non-violence. Contre-violence dit également non à la violence. Mais il y a quelque chose d'autre : ça va contrer la violence précisément là où elle naît.



consommation d'énergie en agriculture

ENERGIE NECESSAIRE EN KILOCALORIES POUR CULTIVER UN ACRE DE MAIS AUX ETATS-UNIS DE 1945 à 1970

Un acre égale à peu près 40 ares. Une telle étude en France donnerait à peu près les mêmes résultats

	1945	1954	1964	1970
Main-d'œuvre	12 500	9 300	6 000	4 900
Machines	180 000	300 000	420 000	420 000
Carburants	543 000	888 300	780 700	797 000
Azote	58 800	228 800	487 200	940 800
Phosphore	10 800	18 200	27 400	47 100
Potassium	5 200	50 400	68 000	68 000
Graines	34 000	18 900	30 400	63 000
Irrigation	19 000	27 000	34 000	34 000
Insecticides	0	3 300	11 000	11 000
Herbicides	0	1 100	4 200	11 000
Séchage	10 000	60 000	120 000	120 000
Electricité	32 000	100 000	203 000	310 000
Transport	20 000	45 000	70 000	70 000
Total	925 100	1 548 300	2 241 900	2 896 800
Rendement en maïs en kilocalories	3 427 200	4 132 800	6 854 400	8 164 800
Energie apportée				
énergie récoltée ou rendement énergétique	3,70	2,67	3,06	2,82

De la traction animale à la motorisation

En 1935, on comptait à peu près 3 millions d'unités de trait (l'unité de trait développe par définition une puissance d'un cheval) utilisée en moyenne 1 600 heures par an sur 33 millions d'hectares de surface agricole utile. Ce qui fait une énergie totale mise en œuvre de :

$$3\ 000\ 000 \times 1\ ch \times 1\ 600h/an =$$

$$33\ 000\ 000$$

$$145\ ch \times h/ha/an.$$

En 1972, on comptait 1 350 000 tracteurs d'une puissance moyenne de 38 ch employés 620 heures par an sur une SAU de 30 millions d'hectares. En admettant qu'on retrouve à la barre d'attelage ou à la prise de force 33 % de la puissance nominale des tracteurs (rarement utilisés à pleine charge), on aboutit à l'énergie utile suivante :

$$1\ 350\ 000 \times 38\ ch \times 0,33 \times 620\ h/an =$$

$$30\ 000\ 000\ ha$$

$$350\ ch \times h/ha/an$$

Bien entendu, ces deux calculs en concernent que l'énergie mise en œuvre pour la traction. Nous voyons que cette énergie disponible a été multipliée par 2,4. En considérant également les moteurs de machines, nous aurions trouvé une augmentation plus grande de la puissance mise en jeu, donc de l'énergie consommée. De plus, chose très importante, la nature des énergies consommées par le cheval et par le moteur est totalement différente. Le cheval consomme, en fait, de l'énergie solaire par l'intermédiaire de ses aliments. Le moteur du tracteur, lui, consomme de l'énergie fossile non renouvelable aussi bien pour son fonctionnement que pour sa construction.

Joseph Pousset

non violence



Première piste, donc, sur laquelle j'aimerais bien trouver des équipiers - ohé, Asselin, tu en es ? Il s'agirait, en somme, d'approfondir les critiques d'usage dont il était question dans nos numéros sur l'éducation, en septembre. Il y a un long chapitre à écrire sur la violence que nous font nos objets quotidiens : ceux qu'il faut sans cesse nettoyer, autour desquels nos parcours s'organisent, comme une table de salle à manger, ou qui vous invitent impérativement à jouer certaines scènes : un fauteuil, un cendrier, une télé.

Sans parler de certains appareils comme l'aspirateur, la machine à laver, le réfrigérateur, dont on ne peut plus se passer paraît-il, et qui règnent en souverains sur notre espace et notre temps. Comment avons-nous pu accepter ça ? Mieux : sur quelles bases est-ce que ça a pu nous faire plaisir ? Qu'est-ce que ça veut dire, utile ? Et comment ne pas voir que c'est par là que nous commençons de servir, tandis que nos existences vont s'uniformisant... ? Si nos petits groupes voulaient bien en discuter, les pétitions et les manifs prendraient une toute autre dimension, non ?

Mais voici une seconde piste : l'expérience de la violence, ses conséquences, la signification métaphysique de la violence, en effet, nous masquent trop souvent l'essentiel : la cause même de la violence. Vous m'objecterez sans doute que la violence ayant de multiples formes, il serait téméraire de lui trouver une cause unique. Soyons donc téméraires. Aussi diverse soit-

elle, la violence est un langage, une réponse : une défense. L'expression d'une insécurité.

Qu'il s'agisse d'une fureur comme celle qui peut saisir un automobiliste à qui on a fait une queue de poisson ou une colère comme celle qui naît du manque d'amitié que vous constatez tout à coup chez vos proches - quand ils ne vous laissent pas le temps de vous expliquer, vous accusent de « vouloir avoir raison », vous cachent quelque chose, etc. - du comportement généralement agressif d'un personne ou de l'international de la paix armée, vous vous trouvez chaque fois devant une conduite plus ou moins réfléchie dont le but est de compenser, de réparer, etc. une certaine insécurité.

Inutile d'insister, il me semble. Si vous n'étiez pas convaincu, je vous propose de faire deux colonnes : environnement sûr, environnement incertain. A gauche du tableau, vous porterez des situations courantes : vie de famille, relation amoureuse, activités professionnelles, ambiance d'un

groupe, promenade, circulation, discussion, santé, etc. Essayez maintenant de caser des mots comme tendresse, douceur, véhémence, bruit, méfiance, dispute, coups, précautions, garanties, confiance... Etes-vous convaincu ?

Violence, donc, égale schématiquement défense. Vous constaterez au passage que toutes les techniques de la non-violence sont fondées sur cette équation. Prendre son temps, inspirer confiance, faire bonne figure devant certaines provocations, accueillir gentiment les explications, s'asseoir par terre, qu'est-ce que c'est, sinon se brancher chaque fois sur une façon de résolution calme qui désamorce la peur des autres ? Mais il serait tentant, pourquoi pas, de construire à partir de ce même principe toute une politique. Elle consisterait en gros à apporter aux gens le maximum de sécurité. S'ils n'avaient plus rien à craindre, ni dans leur quotidien ni dans leur avenir, les fusils rouilleraient, les flics chômeraient, la quincaillerie de la dissuasion - clés, alarmes, etc. - serait abandonnée, personne n'essaierait plus de faire l'important pour se faire respecter...

Seulement soyons francs : cette politique-là n'aurait rien de nouveau. Les gouvernements n'en ont jamais eu d'autre. Il n'y a jamais eu au monde qu'une politique : celle de la sécurité. C'est ainsi qu'on nous a toujours promis la fin des pénuries, la fin de l'arbitraire, la fin de l'ignorance, la fin de la lutte pour la vie, et de celle des classes pour que ce soit plus sûr... Et pourtant, par la

mise en place même de tous les appareils destinés à combattre l'insécurité, notre insécurité ne cesse de croître. La famine est à nos portes, nous avons créé de nouvelles maladies, nous sommes de plus en plus étriqués dans nos savoirs, l'arbitraire hante désormais les ordinateurs et le style totalitaire s'impose partout.

Nous sommes ici au cœur du problème, d'une contradiction qu'il nous faut apprendre à dépasser d'une manière ou d'une autre. La contre-violence, c'est certain, ne peut pas ne pas vouloir abolir la violence : les obligations, les sanctions, les intimidations, les ségrégations... Elle ne peut pas manquer de faire le projet d'une sécurité nouvelle. Mais va-t-elle aboutir, à son tour, à un délire de sécurité comme celui qui nous entoure ? Faudra-t-il, pour que la non-violence soit, inventer nous aussi un Programme hors duquel personne ne pourra plus bouger ni pied ni patte ?

Bien sûr que non, dites-vous. Mais comment l'empêcher ? Envoyez vos solutions, et comme je n'ai rien à vous cacher, la prochaine fois je vous dirai la mienne. On aura de quoi occuper le prochain meeting... (1)

Lambert

(1) Je me prépare à répondre à toutes les lettres qui m'ont été adressées. Excusez le retard. Plusieurs m'ont demandé si j'avais publié. Oui : « Le Gai Massacre », aux Editions Ouvrières, en 74, et cette année « Le Porte-Képi », aux Editions Galilée, dans une collection dirigée par Bosquet, celui d'« Ecologie et politique », que vous avez tous lu (aux mêmes éditions).

HUILLES. La prochaine réunion de la coordination Nord-Ouest région parisienne aura lieu le vendredi 26 novembre, à 20 h 30, à la M.J.C. de Houilles, rue du Dr-Zamenhoff. Ordre du jour : bilan du meeting de la Mutualité, diffusion du tract « Le saviez-vous ? », Nogent, oui, mais où en est-on pour Achères ?

Coordination écologique Nord-Ouest région parisienne : J.-P. Favris, 37, rue Sœur-Angèle, 95210 Saint-Gratien. Tél. : 417.28.90.

ALSACE. Pierre Bessy continue sa tournée de conférences-débats sur le danger des rayonnements ionisants. Il sera le vendredi 26 novembre, à 20 h 30, salle Chorale Harmonie 1850, 10, rue du Manège à Mulhouse ; le mardi 30, à 20 h 30 salon Acajou, cinéma Central à Colmar ; le jeudi 2 décembre à 20 h 30, salle de la Marseillaise, palais des fêtes à Strasbourg.

LES ASSISES DU NUCLEAIRE

Les 27 et 28 novembre 1976, à Cherbourg, auront lieu les Assises Nationales du Nucléaire, organisées par le collectif créé par l'intersyndicale CFDT, CGT-FO et SPAEN du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique de La Hague et par l'union de secteur CFDT de Cherbourg. Pourquoi ces assises ?

La décision de création de la Cogéma a été prise sur un mauvais dossier. A cause d'une rétention de l'information organisée à divers niveaux, les problèmes technologiques, techniques et sociaux sérieux auxquels est confronté le retraitement des combustibles irradiés n'ont pu être pris en compte.

La décision de faire appel au nucléaire plus ou moins massivement pour résoudre certaines difficultés d'approvisionnement en sources d'énergie, a été prise de façon technocratique. Les problèmes réels liés à cette orientation n'ont pas non plus été pris en compte.

On a laissé face à face, dans un simulacre de démocratie, les organisations opposées à l'utilisation de l'énergie nucléaire et une poignée de responsables EDF, en tenant dans le même mépris hautain tous ceux qui étaient demandeurs d'information sérieuse : élus, écologistes, etc.

Placés au cœur du problème (le retraitement est bien un problème du développement de l'énergie nucléaire) nous voulons qu'il y ait un débat national. Nous savons très bien que demain, devant les difficultés que nous prévoyons, ceux qui hier décidaient dans un sens, n'hésiteront pas à aller en sens contraire, au mépris de tout engagement antérieur.

A quelles conditions l'énergie nucléaire est-elle possible ?

Beaucoup de problèmes restent à résoudre, beaucoup que n'en contiennent les cartons des technocrates !

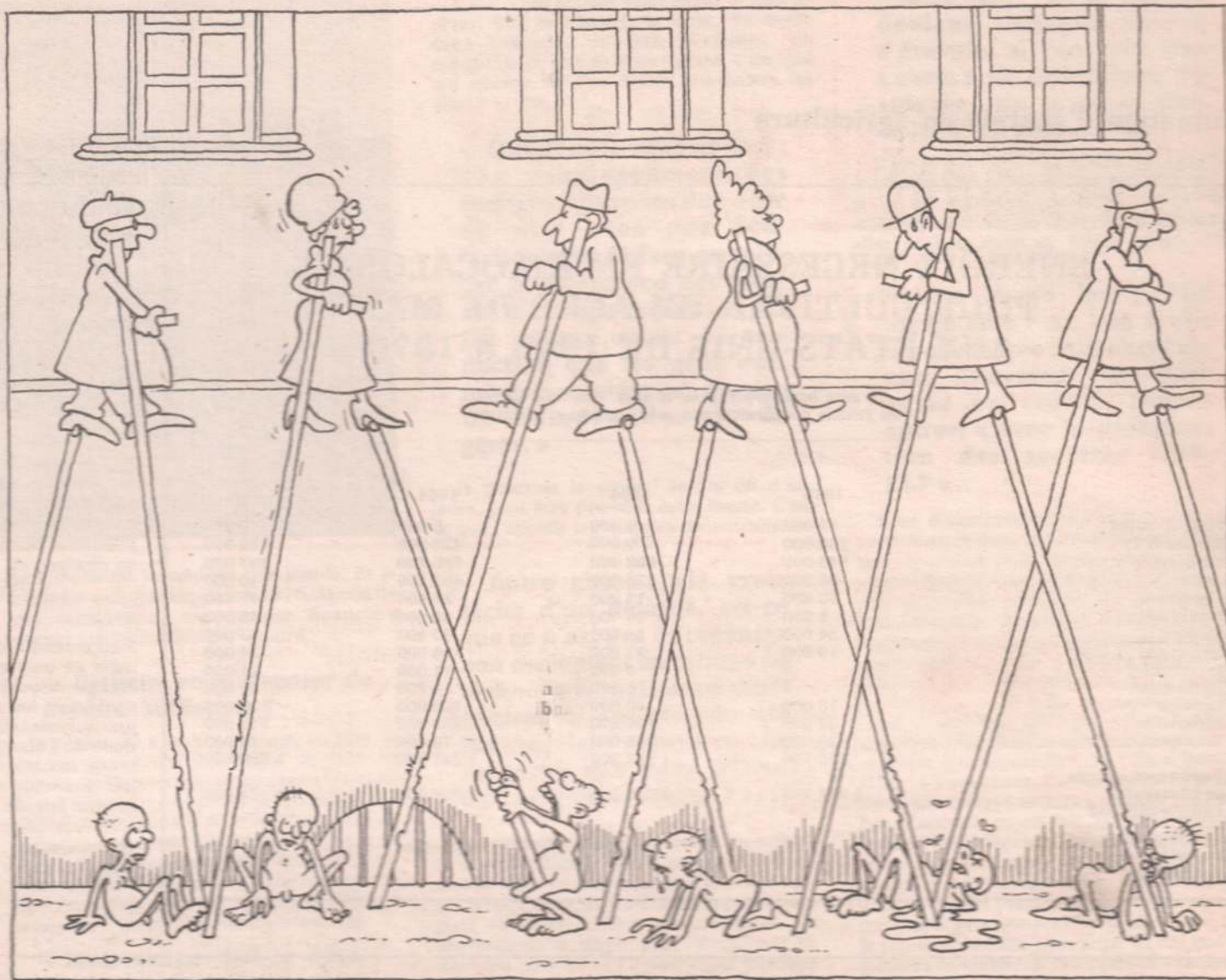
De l'énergie, pour quoi faire ?

Quoi faire d'autre ?

Les Assises du Nucléaire, ce sera aussi une fête. A cet effet, des cartes de soutien pour assister à la fête seront à la disposition des manifestants (prix : 10 F).

Pour finir nous voudrions remercier au nom du personnel de La Hague toutes les personnes qui, individuellement ou collectivement, nous apportent leur soutien.

Maison des Syndicats, rue de l'Ancien Quai, 50 000 Cherbourg.



ALSACE. Tournée du clown atomique Jean Kergrist : le jeudi 25 novembre, à la salle des fêtes de Marckolsheim ; le vendredi 26, à la M.J.C. de Gerstheim ; le samedi 27, au foyer culturel de Innenheim ; le dimanche 28, au foyer des jeunes de Schafhouse sur Zorn ; les lundi 29 et mardi 30, au siège de l'association culturelle du fossé des treize, à Strasbourg. Et il continue, en décembre, avec une représentation au foyer catholique de Scultz sous Forêt le mercredi 1^{er}, et une autre le jeudi 2, au centre culturel de Langenburg-Wissembourg. Son séjour en Alsace se terminera dans la région de Fessenheim. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat M.R.J.C. : 27, rue des Juifs, 67081 Strasbourg cedex. Tél. : 35.51.20 de 8 à 12 h et de 14 à 16 h.

YERRES. Une après-midi d'information sur le nucléaire avec la projection du film « Condamnés à réussir » se déroulera le samedi 27 novembre, à partir de 14 h 30, dans la salle des Eclaireurs, rue de Concy.

BAYONNE. Conférence de Pierre Samuel : « les centrales nucléaires en question », le samedi 27 novembre, à 15 h, au Musée basque, organisée par Jeunes et Nature.

THIONVILLE. Un groupe Amis de la Terre s'est créé. Il organise une série de projections du film de la CFDT : « Condamnés à réussir », suivi d'un débat : le jeudi 25 novembre à 20 h 30, au centre de loisirs, à Uckange ; le vendredi 26 novembre, à 17 h 30, au centre social de Fameck, et à 20 h 30 au cinéma Rex, à Thionville. L'entrée est gratuite, mais tout soutien financier sera le bienvenu.

Pour tout contact : Amis de la Terre, 11, Boucle des Prés de Saint-Pierre, 57100 Thionville.

SAINT-MALO. Un habitant de la ville s'est vu « suspendre les fournitures » de gaz et d'électricité en plein mois de novembre pour retard de paiement de sa facture. Compte tenu qu'il ne peut se chauffer qu'au gaz et qu'il a un enfant en bas âge, il a décidé de créer un comité de défense contre le cynisme d'EDF-GDF. Toutefois, il précise qu'il n'est pas question pour ce comité d'encourager la mauvaise foi systématique quand on n'a pas de raison particulière de se trouver en retard dans le paiement de ses factures. Vous pouvez prendre contact, de préférence entre midi et 14 h, avec Monsieur André Bourre, 38, square des Caraïbes, 35400 Saint-Malo.

ATTENTAT ANTINUCLÉAIRE. Après la destruction des locaux de la CERCA, société qui procède à la mise en barreaux du combustible d'uranium, C.O.P.E.A.U. a fortement endommagé, dans la nuit du 13 au 14 novembre, les puits d'une mine d'uranium à Margnac dans le Limousin (voir G.O. n° 132).

C.O.P.E.A.U. nous a fait parvenir le texte suivant : « Une des bases essentielles de la société marchande est de produire davantage de marchandise, afin d'accroître les profits des bourgeois et bureaucrates et d'aliéner davantage l'individu, en l'intégrant au cycle produire un peu plus - consommer toujours plus - vivre encore moins.

Afin de maintenir ce cycle, le pouvoir est prêt à prendre tous les risques, aussi a-t-il choisi le nucléaire. Nous ne parlerons pas des dangers écologiques bien connus : pollution, échauffement des eaux, déchets radioactifs... A ces dangers, personne n'a apporté de solutions réelles. La société nucléaire entraîne la mise en place d'un système policier de plus en plus développé, par l'installation d'un contrôle militaro-policier

des régions et du personnel nucléaire. Malgré tous les démentis « l'atome pacifique » ne peut exister, car en même temps qu'elles produisent de l'électricité, les centrales nucléaires fournissent du plutonium, élément de base de la bombe atomique. Nous ne pouvons tolérer ni la société nucléaire ni les systèmes qui veulent la mettre en place, aussi sommes-nous décidés à les détruire par tous les moyens.

Aucune action symbolique ne peut faire reculer le pouvoir : ainsi en témoignent les récentes manifestations antinucléaires. Seule l'action radicale est payante ceux qui veulent une transformation totale de ce monde, ne peuvent tolérer plus longtemps que les systèmes de l'Est et de l'Ouest mettent en place des moyens d'exploitation et d'aliénation de mieux en mieux adaptés au contrôle de l'individu. A chacun de voir ! » Commando d'Opposition par l'Explosif à l'Autodestruction de l'Univers.

MONTAGE NUCLEAIRE. Des copies du montage de diapositives (115 diapos, en 40 mm) réalisé par le CRIN de Valence sont disponibles, au prix de 250 F minimum, plus port recommandé, pour l'achat, et de 50 F, plus port recommandé, pour la location. Ecrire au Comité Régional d'Information Nucléaire, Maison des Jeunes du Grand Charran, 26000 Valence.

SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA HAGUE. A l'occasion des assises nationales du nucléaire qui se tiendront à Cherbourg les 27 et 28 novembre, le collectif de l'intersyndicale met en vente des cartes de soutien au prix de 10 F. Chaque carte donne droit à une entrée au spectacle permanent de variétés.

Elles sont en vente aux Amis de la Terre, 117, avenue de Choisy, 75013 Paris.

AMÉRIQUE. La NCR (commission américaine de la réglementation nucléaire) a décidé de suspendre, à compter du 8 octobre dernier, le permis de construire accordé à la société Public Service of New Hampshire pour la centrale nucléaire de Seabrook (deux réacteurs Westinghouse de 1150 MWE, mise en service prévue pour 1981 et 1983). La NCR a ainsi fait droit à la demande d'une association de défenseurs de l'environnement, qui avait fait valoir que la commission devait suspendre cette construction en attendant que soient définies les normes d'environnement pour ce qui est du retraitement et de la gestion des déchets.

10 H. sur le nucléaire

DIMANCHE 28 NOVEMBRE DE 15 H. À 24 H. SALLE DE LA GLACIÈRE À MÉRIGNAC (GIRONDE)

FILM, DÉBAT, VARIÉTÉS, BUFFET AVEC LES INCULPÉS DE BRAUD ST-LOUIS, LEURS AVOCATS, ET LES TÉMOINS...

LE PROCÈS AURA LIEU LE LUNDI 29 À 14 H. AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX.

SOUTIEN FINANCIER :

**J.M. RAYNAUD
CEG. ALIENOR D'AQUITAINE
17480 - LE CHATEAU D'OLÉRON
C.C.P. 4920 66 Y-BORDEAUX**

DOCUMENTATION. Le C.S.F.R. a réuni de nombreuses coupures de presse, des textes d'information sur le nucléaire ainsi qu'une liste de documentation, utile à tout militant. Dossier disponible chez Monique Blum, 66, rue du Ballon, Uffoltz, 68700 Cernay, contre 10 F, franco.

Le groupe CSFR de Strasbourg tient également à votre disposition un tampon représentant une fleur tendue dans une main cernée de la phrase : halte à l'industrie nucléaire, combat pour la vie, au prix de 25 F franco de port. A commander à Patrick Reibel, 49, route de Lyon, 67640 Fegersheim (Laissez en blanc l'intitulé du compte ou régler en timbres).

anti-militarisme non-violence

VALLEE D'ASPE. Jean-Claude Page, objecteur-insoumis (on lui a refusé son statut), travaillait avec les paysans montagnards de la vallée d'Aspe depuis octobre 75, trouvant que c'était plus utile que d'apprendre à manipuler des armes. Il a été arrêté le mardi 10 novembre, et mis aux arrêts de rigueur au camp de Souje, 2^e compagnie 57^e R.I., 33160 St-Médard-en-Jalles. Pour tous renseignements : Groupe d'entraide aux paysans, maison Lagahe, L'estanquet, 64820 Accous. Centre de rencontre et recherche, avenue de Saragosse, 64000 Pau. Soutien financier : Bernard Lefever, CCP 4939 22 R, Bordeaux.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES, revue bimestrielle de recherches et de débats, vient de publier un numéro consacré à l'Amérique du Sud. Plutôt que d'utiliser des rapports sur la torture au Brésil, au Chili en Argentine, de dresser des listes des prisonniers politiques au Paraguay ou au Nicaragua, l'équipe d'Alternatives non violentes a préféré chercher dans la réalité sud-américaine ce qui peut ouvrir les portes à un autre avenir. Des paysans, des ouvriers, des employés, des prêtres se battent pour la libération de l'Amérique du Sud. Leurs formes de lutte sont très variées, un certain nombre d'entre eux s'essayent à une résistance non violente, principalement au Brésil, en Equateur et au Paraguay. C'est donc de cette résistance là qu'Alternatives non violentes a choisi de se faire l'écho. Alternatives non violentes, 3, rue Lemot, 69001 Lyon. Le numéro : 5 F. Abonnement pour six numéros : 30 F.

REMERCIEMENTS DU CANDIDAT MOUNA

Pour la troisième fois, je me présentais à une élection législative, la partielle du 14 novembre dernier, dans le Vème arrondissement. Quelle surprise fut la mienne en apprenant les résultats. Je me plaçais en 8ème position, devançant ainsi un candidat soutenu par trois anciens ministres et, à moi seul, obtenant plus de suffrages que les candidats présentés par des mouvements d'extrême gauche - la Ligue communiste et Lutte ouvrière - totalisant ensemble 206 voix alors que j'obtenais 238 voix. C'est déjà, je le pense, un succès compte tenu des moyens dont je disposais.

Pendant que mes concurrents, supportés par des organisations structurées (militants, comités de soutien, organes d'information, etc.), se disputaient les faveurs de la Presse, je parcourais les rues du Quartier Latin en improvisant des tribunes spontanées et en diffusant la centaine d'affiches que m'imposaient mes faibles moyens financiers. Dans ces conditions, mes affiches eurent bien du mal à résister aux assauts incessants des militants adverses. Autre handicap : un approvisionnement en bulletins de vote insuffisant et ne me permettant pas de bénéficier de l'envoi effectué par la mairie à tous les électeurs inscrits qui comprenait le bulletin et la profession de foi de chacun des candidats. Et j'en ai eu la preuve quand, me rendant dans un bureau de vote, une brave dame n'ayant pas reçu de bulletin à mon nom ignorait jusqu'à ma candidature.

La Presse en général, quand elle ne me réduit pas au silence, me présente comme un « candidat burlesque » ou « folklorique ». Demander la suppression des tribunaux militaires et de la peine de mort, réclamer l'arrêt du programme nucléaire, cela est-il folklorique ? Les journalistes, absents à mes réunions, auraient pu constater la présence de ces jeunes venus de Malville et qui luttent contre le projet d'implantation du réacteur Super Phénix, de cet ancien déporté converti à la non-violence venu spécialement soutenir ma candidature depuis Le Mans. Tous ces gens se sont-ils déplacés pour un candidat « burlesque » ?

La Radio et la Télévision d'Etat n'accorderont un temps de parole qu'aux candidats les plus représentatifs de l'opinion et passa sous silence les autres. Ce qui me fait dire, comme d'ailleurs je l'ai crié dans le grand salon de la mairie le soir du dépouillement et m'adressant aux représentants de la Presse : « Nous sommes tous égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres ». Ma campagne que j'ai placée sous le signe de la fête n'est-elle pas une victoire sur la morosité et l'ennui qui gagnent les Français depuis l'annonce du plan Barre ? J'invite tous les gens à venir le dimanche après midi dans le jardin du Luxembourg, où déjà depuis quelques années nombreux sont ceux qui viennent m'écouter. La campagne est terminée, mais le débat dans la rue continue, avec ou sans l'aide des mass média.

**André Dupont dit Mouna
Ex-candidat à l'élection législative partielle du Vème**

NIORT. Le comité de lutte des objecteurs des Deux-Sèvres organise une réunion d'information sur l'objection de conscience le jeudi 25 novembre, à 21 h, salle maison pour tous, avenue de Limoges. Pour tous renseignements : Colette Gingreau, le Quai-roux, 79500 Melles.

OBJECTEURS. Des réunions de préparation et d'information pour les objecteurs passant prochainement la visite médicale d'incorporation en décembre 1976, ont lieu un peu partout en France. Contacter le journal « Objection », 24, rue des Maccabées, 69005 Lyon, pour connaître les dates.

PHILIPPE GUYEN, membre de l'Insoumission Collective Internationale, vient d'être condamné par le tribunal militaire de Metz à deux ans de prison ferme pour insoumission et refus d'obéissance. Ecrire à la Maison d'Arrêt Maurice Barrès. B.P. 1071, 57 000 Metz.

ALBI. Le jeudi 25 novembre, le tribunal correctionnel jugera Vincent Bonnefille, 32 ans, prévenu d'avoir renvoyé son livret militaire contre le projet d'extension du camp militaire du Larzac. Une dizaine d'autres livrets devraient être renvoyés, amplifiant d'autant ce mouvement de désobéissance civile.

Comité Larzac : Guy David, 11, rue Fontvieille, 81000 Albi.

DIDIER LAFFONT, insoumis, s'est rendu à la caserne de Colmar il y a environ un mois (voir dernières G.O.). Il vient d'être réformé après une grève de la faim de quarante-deux jours. Aux dernières nouvelles, il sortirait de l'hôpital militaire le 24 novembre.

tutti frutti

LYON. La France se veut le pays de la culture. Or, elle compte environ quatre millions et demi d'immigrés. Un groupe de Lyonnais essayent de leur donner la possibilité de voir des films de et à propos de leur pays. Pour cela, ils ont loué une salle de quartier dans une zone moins connue, mais aussi menacée que la Croix Rousse : le quartier Saxe-Paul Bert. Ce quartier est voué à l'anéantissement.

Le « Familia », donc, cinéma de quartier, s'est tourné vers la programmation suivie et exclusive de films non occidentaux. Soutenue par des bénévoles, en constant déficit, cette salle a déjà accueilli un nombre impressionnant films.

Au programme du 24 au 30 novembre, festival ethnographique, avec à 19 h, « Les yeux de l'Achoura » : série de jeux traditionnels qui saluent le début de la nouvelle année musulmane, dans un oasis du sud marocain ; « L'oasis » : la sécheresse, la famine, les rites autour de l'eau, aux confins du Sahara algérien ; « La fibule », sur l'artisanat marocain ; « Salsalé » : document qui expose la vie des Touaregs du Niger du Nord ; à 21 h, d'autres films : « Monsieur l'Aï-Achi » : la vie d'un chef local et de sa famille à Marrakech ; « La potière », un village d'agriculteurs Haoussa, au Niger ; « L'indien » (Vénézuéla), de la civilisation promise, les Indiens ne connaissent que les baraquements, l'alcool et la prolétarisation.

C'est, en plus, le cinéma le moins cher de Lyon : 7,50 F la place, ou 24 F l'abonnement pour 4 films. La salle se situe 262, rue Du Guesclin, près de la place Voltaire, dans le 3^e arrondissement.



L'AUTRE FRANCE, film de Ali Ghalem, traite des conditions de travail des immigrés en France et de leur prise de conscience politique et sociale. Sa sortie commerciale se heurte à toutes sortes d'obstacles et le réalisateur est obligé de financer lui-même la publicité. Pour aider à faire connaître le film, la MJC de Fontainebleau le projetera samedi 27 novembre à 21 h, rue du Mont-Ussy.

FOLK. Le 27 novembre, Salle des fêtes de la Croix Rousse, 96, Grande rue de la Croix Rousse, Lyon. Concert de musique folk avec Alain Coulas, Patate Chaude, Le grand Rouge et d'autres... C'est organisé par l'Association « Autre Chose ». Contact : Jean Pierre Mennier, 11, cours de la République, 69100 Villeurbanne

FONTENAY-SOUS-BOIS. Les Amis de la Terre de Fontenay-sous-Bois font une réunion sur les municipales le mercredi 1^{er} décembre à 20 h 30. Ecrire à Hugo Peirola, 11, avenue des Olympiades, 94120 Fontenay-sous-Bois.

BREST. Le jeudi 26 novembre, dès 8 h 30, au tribunal correctionnel, encore un procès de Cabu et d'Ambroise Monod pour le dessin de Cabu rehaussé de cette phrase : « Les tares de l'armée plus les tares de la justice ça fait beaucoup ». Vous êtes cordialement invités.

Une réunion publique sur le sujet aura lieu la veille. Renseignez-vous à la librairie Graffiti, 120, bd Jean-Jaurès, 29 Brest.

AUXERRE. Santé et vaccinations, débat public. Le vendredi 26 novembre, à 20 h 30, salle des conférences Vaulabelle.

PARIS. Le prochain débat de Nature et Progrès, aura lieu le mardi 30 novembre, à 19 h 30, 45, rue de Lisbonne, 75008, et portera sur le jardinage biologique.

BERNARD LAVILLIERS chantera du 23 au 28 novembre au théâtre de la Ville à 18 h 30, et au théâtre Fontaine du 29 novembre au 11 décembre à 21 h.

NANTES. Un éducateur est inculpé d'incitation de mineurs à la débauche pour avoir fourni des capotes anglaises, à des jeunes d'un quartier de Nantes. Son procès aura lieu à Rennes, le 15 décembre. Mais auparavant, un gala de soutien est organisé le samedi 27 novembre, à la salle de la mairie de Ste Luce, avec des interventions sur l'affaire et de nombreux chanteurs.

LA FORET SUR L'A 2. Jeudi 25 novembre à 14 h 05 sur l'A 2, l'émission « Aujourd'hui madame » sera consacrée aux problèmes de la forêt, avec la participation des Amis de la Terre.

CHALONS-SUR-MARNE. La rencontre et la discussion : tel est l'objectif d'une semaine organisée par la M.J.C. du Verbeau, pour que « chacun puisse aller au delà des mythes et des stéréotypes et aborde une culture très proche de la vie quotidienne ».

Le jeudi 25 novembre, à partir de 16 h, rencontre avec des femmes éditrices et écrivains, qui parleront des problèmes du livre, de l'édition, de l'écrivain, de la condition féminine. Débat en soirée. Le vendredi 26, deux comédiens proposeront une approche du théâtre par une séance de sensibilisation au travail de l'acteur. Le samedi 27 sera consacré aux arts plastiques. Un groupe d'artistes plasticiens, graveurs, peintres essayant de combattre le système de l'art actuel pour une culture au service de la population seront là pour une rencontre, une exposition, une démonstration (J'espère que la pancarte « ne pas toucher » restera au vestiaire).

M.J.C. du Verbeau, rue G.-Barbier, Châlons-sur-Marne. Tél. : (26) 68-36-37.

« La Gueule Ouverte »
 fondateur : Pierre Fournier
 directrice de la publication :
 Isabelle Cabut
 responsable de la rédaction : Arthur
 secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
 maquette : Rose Dentin
 assistant à la maquette : Petit-Roulet
 administration :
 « les éditions PATATRAS »
 société de presse au capital de 2 100 F
 117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
 Tél : 707 41 19.
 composition et photogravure : Graphiti
 5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
 imprimerie : « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
 abonnements : un an : 180 F ;
 6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
 par chèque bancaire
 chèque postal ou mandat
 adressé aux éditions Patatras,
 117, avenue de Choisy
 75013 Paris

Grenoble : la colline reverdit à l'automne

Que les écologistes remportent une victoire est déjà, hélas, un fait peu banal. L'affaire est plus surprenante encore quand c'est la justice qui leur donne raison. Aussi n'est-il pas inutile de revenir sur la succession d'événements qui, de la prise d'un arrêté préfectoral à son annulation par le Tribunal administratif, a permis, à Grenoble, de sauver la Colline Verte menacée d'une carrière.



Ils ne passeront pas !

EN bordure sud de l'agglomération grenobloise, séparant celle-ci du plateau de Champagnier, une colline de 400 hectares de taillis et forêt de feuillus est aujourd'hui le refuge idéal pour les amoureux de la nature (notamment) qui fuient pour quelques heures la ville, ses fumées, ses odeurs, ses cris et sa fureur... C'est aussi, à deux pas de la ville, un refuge pour de nombreuses espèces animales : blaireaux, hiboux moyens-duc, lapins sauvages, et même quelques chevreuils. C'est encore l'environnement naturel de l'étang de Haute-Jarrie, qui doit être prochainement classé en réserve naturelle, halte de nombreux oiseaux migrants. C'est enfin le poumon à oxygène du sud de l'agglomération, là où la pollution est la plus intense avec Rhône-Poulenc-Pont de Chaix (ex-Progil), Distugil et compagnie.

Toutes raisons qui suscitent dès juin 72 chez les écologistes (Union anti-po d'Echiroles, Fédération Rhône-Alpes de Protection de la nature - Isère) le projet d'un parc écologiquement enrichi, « doucement aménagé ». Ce projet sera repris par la suite par le Syndicat intercommunal pour la protection et l'aménagement de la colline boisée de Jarrie (dite dès lors « Colline Verte »), dès sa création.

Toutes raisons qui font que le schéma directeur de l'agglomération urbaine (SDAU) classe la Colline en « zone verte à protéger ». Mais la SDAU est « opposable aux administrations, mais pas aux tiers ». Autrement dit, l'Equipement ne peut pas y tracer une route, mais l'administration peut autoriser une entreprise privée à en faire n'importe quoi.

la menace de la carrière

La demande de la société SMAG-Pascal d'ouvrir une carrière de graviers de 43 hectares dans le flanc de la Colline Verte apparaît comme une catastrophe pour la réalisation du Parc public. L'implantation de cette carrière est combattue par la Table ronde de la Colline Verte, qui groupe tous les opposants : élus, associations, comités de défense spécifiques. Dix mille signatures d'opposants à la carrière couvrent en quelques jours les pétitions remises en juin 73 à la préfecture. La commission départementale des sites, pratiquement tous les élus (maires de l'agglomération, Conseil général, député), s'opposent à la carrière. Divers spécialistes (géologues, forestiers) montrent les absurdités du « réaménagement après exploitation » proposé par la SMAG.

le décret jannin

Le Préfet Jannin, nouvel installé dans le département, reprend le dossier de la Colline que son prédécesseur Vaudeville lui a prudemment légué. Il tranche, dit-il, « entre le développement et l'environnement », prenant le 6 août 74 un arrêté autorisant la carrière. Mais pour apaiser l'émotion produite, il impose à la SMAG une série de « prescriptions » et annonce qu'une seule infraction pourra entraîner la fermeture de la carrière. Et il désigne une commission de contrôle, qu'il convoque sur les lieux le 14 février 75.

Manque de bol : la Commission constate une grave infraction. Et cela, à la veille

d'une manifestation symbolique organisée par l'Union anti-po et la FRAPNA, où 500 personnes plantent 43 arbres au milieu des 6 hectares déjà déboisés, et construisent spontanément une barricade de rondins sur la route d'accès, pour les protéger. C'est à l'issue de cette manifestation que quelqu'un propose de revenir dès le lundi pour occuper le terrain, empêcher les travaux (on est proche de la fin de l'aménagement de la route d'accès), c'est-à-dire au fond pour « faire respecter l'arrêté préfectoral ».

l'occupation non-violente du site

Le lundi 17 février 75 sans trop y croire car ils ne sont que sept, des jeunes du Comité de défense s'en vont à la rencontre des bulis qui finissent la route. Ceux-ci s'arrêtent aussitôt, « Vous venez nous empêcher de travailler ? » « Oui oui oui ! » « Bon, d'accord ». Prévenue par le chef des travaux, la cavalerie arrive, représentée par un gendarme : « Alors les jeunes, vous empêchez les travaux ? » « Ouais ». « Eh, que voulez-vous que j'y fasse ! ». Le lendemain, les occupants devront prendre quelques risques pour se placer devant un buli ténu qui veut poursuivre son travail.

Les comités de défense s'installent dans l'occupation. Chaque matin vers sept heures, une vingtaine de personnes se retrouvent en haut de la route d'accès. Chaque matin, les camions transportant les bulis grimpent péniblement la côte. Quand leurs conducteurs aperçoivent les occupants, ils serrent les freins, descendent de leurs engins, et tout le monde sort les thermos à café... Vers midi, une voiture de la cuisine municipale d'Echiroles, ou de Grenoble, alternativement, vient apporter aux occupants quelques victuailles... Le feu se meurt doucement, et vers six heures, bonsoir et à demain.

Que va faire le Préfet ? Tenir ses engagements ? Fermer la carrière ? Pas du tout. Le 10 mars 75, à la délégation de la Municipalité de Jarrie qu'il reçoit en préfecture, il déclare qu'il ne fermera pas la carrière et qu'il prendra un nouvel arrêté pour que l'infraction constatée ne soit plus une infraction. Il suffisait d'y penser. Une semaine plus tard, il envoie la gendarmerie sur la colline.

la non-violence à l'épreuve

Le lundi 17 mars, après un mois d'occupation, c'est cette fois aux écologistes que l'accès de la colline est interdit. Le mercredi qui suit, 300 personnes envahissent à nouveau la Colline malgré les gendarmes. Ceux-ci réclament un responsable : les 300 s'avancent. Une seconde barricade est reconstruite. Un camion de rondins est prêt à partir, que les manifestants veulent décharger. Mais le capitaine de la gendarmerie se met-dessous : la non-violence au service de la destruction de la nature ! Voilà qui n'a pas fini de nous faire réfléchir....

C'est le lendemain que se joue l'épreuve de force décisive : plus que trente occupants pour trente gendarmes, plus les bûcherons engagés par Pascal, très agressifs. Les écologistes se laissent traîner dans la boue, par

les membres puis par les cheveux, pendant une heure, puis abandonnent. Les travaux reprennent. Deux mille personnes au moins manifestent à Grenoble en avril 75. Mais on sent bien que malgré le succès du nombre, c'est un enterrement de l'action.

la justice, enfin...

Entre temps, le Syndicat intercommunal pour l'aménagement de la Colline boisée de Jarrie, que préside Mme Virot, maire de Jarrie, a déposé un recours en annulation de l'arrêté préfectoral, pour abus de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Grenoble. Celui-ci ordonne, en juin 75, qu'il soit « sursis à exécution » de cet arrêté, en attendant un jugement définitif. Les travaux s'arrêtent à nouveau.

épilogue (?)

Le 3 novembre 76, le Tribunal administratif de Grenoble annule l'arrêté du 6 août 76 autorisant la carrière. Si le soulagement est grand chez tous les défenseurs de la Colline, il se teinte encore pourtant d'une pointe d'inquiétude. En effet, le moyen retenu pour l'annulation est l'illégalité dont l'arrêté était entaché : il lui manquait en effet une autorisation ministérielle de défrichement qui n'est arrivée qu'en janvier 76. Mais aujourd'hui... elle est là ! On peut donc imaginer un nouvel arrêté... et tout serait à refaire. Toutefois, cet arrêté devrait intervenir avant la mise à l'enquête d'utilité publique du Plan d'occupation des Sols de Jarrie, qui lui est « opposable au tiers ». Cela n'est plus qu'une question de semaines.

Un moyen beaucoup plus puissant s'offrirait pourtant au tribunal pour cette annulation : l'abus de pouvoir commis par le Préfet quand il a accordé à la SMAG l'autorisation d'ouvrir une carrière si considérable (50 millions de tonnes de graviers), ce qui aboutissait à lui conférer une situation de quasi-monopole sur l'agglomération grenobloise. Il y avait donc là « satisfaction d'un intérêt privé », alors qu'aucun intérêt général ne la justifiait, ces deux éléments étant juridiquement constitutifs de l'abus de pouvoir. La meilleure preuve qu'il n'y avait pas intérêt général même du seul point de vue économique, et donc pas d'arbitrage à opérer entre « développement et environnement », est que l'on n'a constaté dans l'agglomération ni pénurie, ni inflation particulière des matériaux de construction depuis 17 mois que l'ouverture de la carrière est suspendue. C'est ce qu'a souligné à l'audience le Commissaire du gouvernement (malgré son titre, c'est un magistrat indépendant).

L'annulation pour abus de pouvoir aurait aussi peut-être permis de faire la lumière sur les dessous de cette affaire, évoqués par « le Canard Enchaîné » en mai 75, qui parlait notamment de 500 millions donnés par Pascal à diverses organisations de la majorité...

Cédric